

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

Projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, donnera au Trésor une augmentation de recettes estimée à 169,970,000 francs.

Le projet du Gouvernement a été, il est vrai, assez sensiblement modifié au courant de la discussion à la Commission des Finances. Il nous semble cependant intéressant de mettre sous vos yeux les estimations détaillées des recettes probables telles que celles-ci étaient prévues au projet primitif du Gouvernement.

Tableau présentant les résultats probables des nouvelles mesures fiscales.

Nature des impôts.	Analyse des nouvelles mesures fiscales.	Augmentation.	Diminution.
Contribution foncière.	Etablissement de 40 centimes additionnels . . .	25,000,000	»
Taxe mobilière.	Relèvement de 5 % de la taxe mobilière au taux plein sur les coupons d'action et augmentation de 1 % du taux de la taxe sur les revenus des valeurs étrangères et des capitaux déposés en Belgique par des étrangers	40,000,000	»

(1) Projet de loi, n° 9.

Amendements, n° 85.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée :

a) des membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hallet, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere et Wauwermans;

b) de six membres nommés par les Sections de novembre 1925 : MM. De Winde, Veracloot, Delattre, Lepage, Baels et Heyman.

Nature des impôts.	Analyse des nouvelles mesures fiscales.	Augmen- ta- tion.	Diminu- tion.
	Etablissement de centimes additionnels au nombre de 10 ou de 20 à la taxe afférente à certaines catégories de revenus	40,000,000	»
Taxe professionnelles.	La réduction de la taxe professionnelle résultant du relèvement du minimum d'existence et de la suppression de la taxe professionnelle forfaitaire de 12 francs sera compensée par : La modification dans la progression du taux ; La suppression de l'imposition des grandes entreprises par tranches égales au vingtième du capital investi ; La réduction du maximum forfaitaire déductible des rémunérations à titre de charges professionnelles et la perception d'additionnels extraordinaires	»	»
Supertaxe.	Relèvement du minimum exonéré de l'impôt pour charges de famille : Supputation des revenus professionnels à concurrence seulement des 9/10 de leur montant net imposable, pour la partie n'excédant pas 100,000 francs	»	50,000,000
	Non-exigibilité de la supertaxe pour les revenus globaux inférieurs à 10,000 francs. Accroissement de supertaxe résultant : a) de la diminution ou de la suppression de la déduction, pour minimum d'existence, en ce qui concerne les bénéficiaires de revenus supérieurs à 20,000 francs; b) de la réduction des charges professionnelles forfaitaires des appointés gagnant plus de 100,000 francs.		
Impôt sur le mobilier.	Abrogation de l'exonération <i>uniforme</i> de 5,000 francs par ménage et de 1,000 francs pour chaque membre de la famille, en ce qui concerne les contribuables des communes de moins de 30,000 habitants, qui n'ont pas déclaré forfaitairement la valeur du mobilier d'après le revenu cadastral de l'immeuble	5,000,000	»
Taxe sur les automobiles, etc.	Élévation du taux de la taxe à la puissance (13 1/2 millions) et au poids (6 1/2 millions)	20,000,000	»
Taxe sur les véhicules ordinaires.	Nouvelle taxe	10,000,000	»
Taxe sur les chiens.	Nouvelle taxe	10,000,000	»
Taxe sur les spectacles, etc.	Fixation de nouveaux taux	5,000,000	»
	Établissement de 10 centimes additionnels	5,000,000	»
Taxe sur les jeux et paris.	Modification des taux applicables aux paris relatifs aux courses de chevaux (14 millions) et aux sommes engagées dans les concours colombophiles (6 millions)	20,000,000	»
Redevance sur les mines.	Substitution à la redevance fixe établie d'après la superficie de la concession, d'une redevance variable basée sur les bénéfices, distribués ou non, passibles des taxes mobilière ou professionnelle	4,970,000	»
Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.	Prorogation du délai utile pour l'établissement des cotisations	20,000,000	»
Impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.	Prorogation du délai utile pour l'établissement des cotisations en matière d'impôts spéciaux sur les bénéfices exceptionnels de 1919 et de 1920	15,000,000	»
TOTAUX		219,970,000	50,000,000
AUGMENTATION fr.		169,970,000	

Le projet de loi soumis à vos délibérations est divisé en onze titres que nous examinerons successivement.

TITRE PREMIER.

LES IMPOTS SUR LE REVENU.

Ce titre soulève certaines grosses difficultés. Votre rapporteur croit utile de vous exposer d'abord, article par article, les modifications introduites par la Commission des finances, pour reprendre ensuite, d'une façon moins fragmentaire, quelques questions qui ont particulièrement attiré l'attention des membres de la Commission.

Il fut décidé par celle-ci que les membres désireux de faire des remarques auraient le loisir de les faire insérer dans le rapport. Ces questions seront traitées au chapitre II du présent titre.

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Pour éviter toute confusion, la Commission déclare ce qui suit, quant à l'application des articles 1, 4 et 18.

Aux termes des articles 1 et 4 du projet des redevables ou sociétés qui clôturent leurs écritures à une date autre que le 31 décembre sont imposables non plus à raison des bénéfices réalisés pendant l'exercice clôturé dans le courant de l'année antérieure, mais sur la base des résultats obtenus au cours de l'exercice annuel arrêté pendant l'année courante.

L'article 18, § 2, ajoute par disposition transitoire : que les redevables qui clôturent leurs écritures dans le courant de l'année seront imposés pour l'exercice 1926 d'après les résultats des bilans ou comptes arrêtés en 1925 et en 1926.

On a inféré de cette dernière disposition qu'il y aurait taxation par double emploi à la *taxe professionnelle*.

Il n'en sera rien.

Quant à la supertaxe, la disposition proposée ne change pas le régime de la supertaxe; les bénéficiaires de dividendes ou d'autres revenus analogues continueront à les déclarer pour l'année fiscale *qui suit* la date d'encaissement ou d'attribution des dits revenus.

A l'article 2, le Gouvernement a présenté l'amendement suivant qui fut adopté :

Remplacer comme suit le premier alinéa :

« Est déduit de la taxe professionnelle des personnes physiques l'impôt correspondant :

» a) Aux trois quarts du minimum exempté de la supertaxe en vertu de l'article 41 ;

» b) Aux deux tiers du dit minimum, s'il s'agit d'une femme mariée habitant avec son mari non à charge ou de célibataires, veufs ou divorcés habitant avec leurs parents non à charge ou faisant ménage en commun ;

c) A l'entière des accroissements pour charges de famille prévus par les articles 42 et 43. »

Cet amendement se justifie par les considérations suivantes :

Toutes les personnes physiques qui bénéficient de revenus professionnels sont imposées séparément à la taxe professionnelle à raison de ces revenus et il est tenu compte pour chacun d'eux du minimum exonéré, y compris les accroissements prévus pour les charges de famille éventuelles; ce régime est également appliqué en ce qui concerne la femme mariée qui habite avec son mari, de même que les célibataires, veufs ou divorcés, qui habitent avec leurs parents, et aussi pour les personnes qui vivent en communauté ou font ménage en commun.

La vie en famille ou en ménage coûte beaucoup moins cher que la vie en maison ou en pension séparée; c'est pour ce motif d'ailleurs que l'accroissement du minimum exonéré pour chaque personne à charge du chef de famille est notablement moins élevé que ledit minimum.

La nécessité de compenser par des ressources nouvelles certains tempéraments consentis aux chefs des familles nombreuses (voir amendements aux articles 8 et 9), a amené un examen nouveau de la situation des redevables qui font partie d'un même ménage ou qui vivent en commun; cet examen a abouti à cette conclusion qu'il est équitable, dans ces cas, de réduire aux deux tiers le minimum exonéré de la taxe professionnelle, qui, comme on le sait est fixé par le projet, aux trois quart du minimum exempté de la supertaxe.

En d'autres termes, lorsque mari et femme exercent séparément une profession, la taxe professionnelle de chacun des deux conjoints sera réglée en tenant compte des minima d'existence suivants :

Mari : trois quarts du minimum prévu à l'article 41, augmenté des accroissements intégraux pour les différentes personnes à charge, non compris la femme.

Femme : deux tiers du minimum prévu à l'article 41, sans accroissements, les personnes à charge étant comptées au mari.

Les célibataires, veufs ou divorcés qui habitent avec leurs parents de même que les personnes qui vivent en communauté ou font ménage en commun, continueront à être imposées séparément à la taxe professionnelle mais le minimum exonéré sera réduit, en ce qui les concerne, aux deux tiers du montant prévu à l'article 41.

Exemple : célibataire habitant une commune ou agglomération de plus de 60,000 habitants :

$$\frac{5,400 \text{ minimum prévu} \times 2}{3} = 3,600 \text{ francs, ce qui correspond à 4,800 francs}$$

de revenu brut ⁽¹⁾, soit 800 francs de plus que le salaire brut qui correspond actuellement au minimum exonéré de la taxe professionnelle ⁽²⁾.

(1) $4,800 - \frac{4,800}{6}$ (art. 3) = 4,000; $4,000 - \frac{4,000}{10}$ (art. 7) = 3,600.

(2) $4,000 - \frac{4,000}{10} = 3,600$.

Bien entendu si dans un ménage la femme doit, par suite de maladie du mari ou de toute autre cause, subvenir seule à ses besoins ou à ceux de sa famille, la taxe professionnelle sera diminuée de l'impôt afférent au minimum d'existence intégral, outre les accroissements pour toutes les personnes à sa charge, y compris, le cas échéant, le mari.

De même si des enfants, veufs ou divorcés, cohabitant avec leurs parents doivent pourvoir à la subsistance de ceux-ci, le minimum d'existence ne subira dans leur chef aucune réduction spéciale; il devra au contraire être augmenté des accroissements pour les parents et autres personnes qu'ils auraient à charge.

Art. 3.

La Commission adopte l'amendement suivant présenté par le Gouvernement :

Art. 3.

A modifier comme suit : A défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des personnes visées au 2° de l'article 25 sont fixées au sixième de la partie de leurs rémunérations ou salaires *ne dépassant pas 24,000 francs* et au dixième sur l'excédent. Toutefois, ce forfait ne peut, sauf preuve contraire, dépasser 10,000 francs par redevable.

A défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des bénéficiaires de rémunérations, traitements, salaires ou pensions ont été fixées, en 1919, au dixième de ces revenus; en d'autres termes, les traitements, salaires ou autres rémunérations réellement touchées n'étaient imposées à la taxe professionnelle qu'à raison des 9/10, le dixième restant étant considéré comme devant couvrir forfaitairement les dépenses professionnelles difficilement chiffrables, mais non moins réelles, que supportent les appointés et salariés. Or, depuis 1919, ces dépenses se sont accentuées par suite du renchérissement de toutes choses; les commerçants, les industriels, les cultivateurs, les titulaires de professions libérales peuvent porter en dépenses leurs frais réels d'ordre professionnel. Il convient d'en tenir compte aussi pour les appointés et salariés et de considérer, en outre, que leurs rémunérations ou salaires subissent intégralement la taxe professionnelle et que cette taxe est payée longtemps d'avance, par voie de retenue sur les revenus imposables. Il en est de même aussi quant à la supertaxe pour les revenus n'excédant pas 12,000 francs et il entre dans les intentions du Gouvernement de généraliser le système de la retenue de la supertaxe à la source.

Dans ces conditions, il paraît équitable de porter les dépenses professionnelles forfaitaires du dixième au sixième; en fait, donc, les appointés et salariés ne seraient plus cotisables à la taxe professionnelle qu'à raison des cinq sixièmes des sommes effectivement touchées, à moins que les intéressés ne puissent administrer la preuve que leurs dépenses professionnelles dépassent un sixième de leurs rémunérations, traitements ou salaires.

Le minimum exonéré de la supertaxe dans une commune de 60,000 habitants et plus serait ainsi de 7,200 francs brut; en effet, $7,200 - \frac{7,200}{6}$ (art. 3) = 6,000 — $\frac{6,000}{10}$ (art. 7) = 5.400 francs.

Cette déduction du sixième ne s'appliquerait qu'à la partie des rémunérations et salaires ne dépassant pas 24,000 francs; l'excédent ne serait diminué que d'un dixième et ce jusqu'au moment où la déduction atteindrait le maximum forfaitaire de 10,000 francs inscrit dans les amendements déjà présentés.

ART. 4.

Cet article fut adopté sans discussion.

ART. 5.

Deux modifications furent apportées à cet article. Un premier amendement a pour effet de modifier comme suit le 3° de l'article 5 :

« 3° 12 % a) sur les revenus des obligations existant au 28 mars 1923 pour autant que la société débitrice n'assume pas la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt; b) *sur les intérêts des dépôts à long terme (au moins cinq ans) existant au 28 mars 1923, mais seulement jusqu'à l'expiration du terme primitif et pour autant que la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt soit supportée par le déposant.* »

L'article 5, 3° du projet reproduit une disposition de la loi du 28 février 1924 (art. 7) qui réduit à 12 % la taxe mobilière en ce qui concerne les obligations émises au 28 mars 1923, sauf si la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt est assumée par la société débitrice.

L'amendement adopté a pour but d'étendre l'application de ce taux réduit, pour les revenus à attribuer à partir du lendemain de la publication de la loi, aux intérêts des dépôts à long terme (au moins cinq ans) existant déjà à la date du 28 mars 1923 : ces dépôts émanant généralement, en effet, de petits épargnants, ont subi la dévalorisation du franc et ne rapportent qu'un intérêt modéré; au point de vue économique, ces dépôts ont le même caractère que les obligations.

Il est bien entendu que cette réduction ne pourra être invoquée que pour l'avenir et seulement jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ont été faits les dépôts qui existaient à la date du 28 mars 1923; ce terme, une fois expiré, le déposant reprend en effet sa liberté et peut tenir compte, pour débattre les conditions de son placement, de la taxe mobilière au taux plein qui lui sera applicable à partir de ce moment.

D'autre part, pour éviter les abus, il conviendra que les établissements dépositaires fournissent à l'Administration les justifications nécessaires pour constater l'existence des conditions auxquelles l'octroi du taux réduit est subordonné.

L'autre amendement a pour effet de compléter comme suit le litt. *a* du n° 7 :

« La taxe n'est pas due sur les intérêts des obligations susvisées qui seront émises, nette d'impôt belge, à partir du lendemain de la promulgation de la présente loi, à moins que les dits revenus ne soient encaissés par des personnes ou firmes domiciliées, résidant ou établies en Belgique ».

L'article 5 § 1^{er}, 7° du projet réduit à 5 % la taxe mobilière sur les intérêts des obligations émises à l'étranger pour les besoins des établissements étrangers, des sociétés par actions soumises à la loi belge.

Cette réduction a pour but de faciliter à ces sociétés l'obtention de capitaux étrangers. Or, généralement, les capitalistes étrangers exigent le paiement d'un intérêt *net* d'impôts belges.

Dans ces conditions, il paraît conforme aux intérêts économiques du pays de renoncer à la perception de la taxe mobilière en ce qui concerne les émissions futures, à moins que l'impôt belge ne soit réellement supporté par les obligataires, ce qui leur permet d'exiger un taux d'intérêt plus élevé, ou que lesdits revenus ne soient encaissés par des personnes ou firmes domiciliées, résidant ou établies en Belgique. Dans le premier cas, la taxe mobilière sera due par voie de retenue à la source et dans le second, elle sera payable directement par les bénéficiaires belges conformément aux règles applicables aux revenus de valeurs étrangères.

La taxe mobilière au taux réduit continuera à être perçue sur les obligations déjà émises; les sociétés disposent, en effet, de ces capitaux et ont jusqu'à présent payé ledit impôt.

Il est entendu que la taxe mobilière n'est pas due sur les intérêts payés par des établissements étrangers de firmes belges à raison des crédits mis à la disposition desdits établissements par des prêteurs n'ayant en Belgique ni siège, ni domicile, ni résidence; dans l'espèce, aucun doute ne peut exister quant à la résidence des prêteurs, ce qui n'est pas le cas pour la masse anonyme et changeante des porteurs d'obligations.

*
* *

Un membre suggéra de soumettre au régime des actions, les obligations à revenu variable et inversement au régime des obligations, les actions à revenu fixe. La Commission, favorable à la proposition n'arrête pas une formule définitive.

ART. 8.

L'amendement suivant fut adopté par la Commission. Il vise à mettre les dispositions de l'article 8 en harmonie avec celles de l'article 2 amendé.

ART. 8, § 2.

Modifier comme suit cette disposition :

§ 4. Lorsque le revenu global est inférieur au quadruple du minimum exonéré, celui-ci est réduit d'un *quart* en ce qui concerne la femme mariée qui habite avec son mari et les célibataires, veufs ou divorcés, qui habitent avec leurs

parents ou qui font ménage en commun; mais la déduction reste entière si le mari ou les parents sont à charge des intéressés.

Pour tous les contribuables, la déduction prévue par le § 1^{er} et par l'article 42 est réduite de moitié lorsque le revenu global dépasse quatre fois le minimum exonéré, y compris les accroissements pour charge de famille; elle n'est plus applicable lorsque ledit revenu excède l'octuple du minimum susvisé.

Comme nous le rappelions plus haut, pour les raisons qui justifient l'amendement présenté à l'article 2, il convient de réduire d'un quart la déduction en matière de supertaxe pour la femme mariée qui habite avec son mari non à charge, ainsi que pour les célibataires, veufs ou divorcés qui habitent avec leurs parents non à charge ou qui font ménage en commun.

D'une manière générale, les revenus du mari et de la femme sont cumulés pour la perception de la *supertaxe* dans le chef du mari et la femme est considérée fiscalement comme étant à charge de celui-ci.

Toutefois, en cas de séparation de biens, des cotisations distinctes sont réglées au nom du mari et de la femme à raison de leurs revenus personnels respectifs; dans cette éventualité, le minimum exonéré de la femme sera réduit d'un quart et les enfants à charge seront éventuellement comptés au mari.

Quant aux célibataires, veufs ou divorcés, si les parents avec qui ils cohabitent sont à leur charge, le minimum exonéré dans leur chef ne subira aucune diminution et sera même majoré des accroissements afférents aux personnes qui sont effectivement à leur charge.

La réduction du quart ne sera applicable que si le revenu global ne dépasse pas quatre fois le minimum exonéré. Dans le cas contraire, les déductions pour minimum d'existence seront réduites de moitié ou supprimées, ainsi qu'il est dit ci-après, pour la généralité des contribuables.

*
* *

Le texte inséré dans le projet de loi réduit de moitié la déduction prévue pour minimum d'existence (y compris les accroissements pour charges de famille) lorsque le revenu global du contribuable est compris entre 20,000 et 40,000 fr. et cette déduction est supprimée lorsque le revenu global excède 40,000 francs.

Ces maxima-uniformes ne tiennent pas compte des charges de famille réelles; aussi, a-t-il paru préférable de chercher une formule qui permit de graduer ces limites selon l'importance des charges de famille. A cette fin, l'amendement proposé tend à fixer lesdits maxima en fonction du minimum exonéré *y compris les accroissements pour charges de famille*. Les coefficients 4 et 8 ont été adoptés respectivement pour la réduction de moitié et la suppression du dégrèvement en question. Ainsi en ce qui concerne les personnes mariées, la déduction se maintiendra d'autant plus longtemps que le nombre d'enfants ou de personnes à charge sera plus élevé.

Quelques exemples montreront l'application de la formule :

En supposant que les contribuables habitent une ville ou agglomération de plus de 60,000 habitants, la supertaxe sera diminuée de la taxe afférente au

minimum exonéré avec accroissements, aussi longtemps que le revenu global *imposable* ne dépasse pas :

Pour un célibataire. $5,400 \times 4 = 21,600$ francs.

Pour un ménage sans enfants. $5,400 + 900$ ou $6,300 \times 4 = 25,200$ »

Pour un ménage avec 3 enfants à charge
 $5,400 + [900 \times 4^{(1)}]$ ou $3,600 = 9,000 \times 4 = 36,000$ »

Pour un ménage avec 5 enfants à charge
 $5,400 + 3,600 + (1,500 \times 2)$ ou $3,000 = 12,000 \times 4 = 48,000$ »

Pour un ménage avec 7 enfants à charge
 $5,400 + 3,600 + (1,500 \times 4)$ ou $6,000 = 15,000 \times 4 = 60,000$ »

La déduction susvisée sera réduite de moitié si le revenu global, tout en étant supérieur aux chiffres précités, ne dépasse pas respectivement 43,200, 50,400, 72,000, 96,000, et 120,000 francs, c'est-à-dire l'*octuple* du minimum exonéré.

Lorsque le revenu global imposable excède ces chiffres, la déduction ne sera plus applicable dans les cas respectivement envisagés.

ART. 9.

Il a été apporté à cet article un amendement en faveur des familles nombreuses qui fut adopté par la Commission.

ART. 9.

Remplacer, dans le deuxième alinéa, le chiffre 1,200 par celui de 1,500 francs.

ART. 10.

Le Gouvernement nous proposa, suggestion qui fut acceptée, de modifier comme suit cet article.

ART. 10, § 3.

Remplacer au 3°, premier alinéa : 40 centimes par 25 centimes.

A l'appui de cette modification, le Gouvernement fit valoir les considérations suivantes :

L'article 7 du projet stipule, par modification à l'article 38 des lois coordonnées, que les revenus professionnels, pour la partie n'excédant pas 200,000 francs (réduite à 100,000 francs par amendement, doc. n° 67), ne sont comptés, en vue de la perception de la supertaxe, qu'à concurrence des neuf-dixièmes de leur montant net imposable.

D'autre part, l'article 10 du projet de loi prévoit l'exonération de la supertaxe lorsque le revenu global ne dépasse pas 10,000 francs, mais il établit, en même temps (§ 3), au profit exclusif de l'État, notamment 40 centimes additionnels à la taxe professionnelle sur les revenus n'excédant pas 10,000 francs; le taux des

(¹) Y compris la femme.

additionnels est quadruplé si les revenus ont été réalisés à l'étranger. Le taux de 40 centimes additionnels avait été fixé avant qu'il ne fut question du tempérament consenti par l'article 7 du projet et par les nouveaux amendements; un examen nouveau de la question a montré qu'il convient de réduire à 25 centimes les additionnels extraordinaires compensatoires à percevoir par suite de l'abandon de la supertaxe sur les revenus ne dépassant pas 10,000 francs. Tel est l'objet de l'amendement nouveau.

ART. 12.

La Commission a accepté l'amendement suivant :

Modifier l'article 12 comme suit :

« Le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 54 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. — Dans les quinze jours de l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes, et, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social, les redevables tenant une comptabilité autrement que par année civile, de même que toutes les sociétés par actions, sont tenus de remettre, contre récépissé, au contrôleur des contributions du ressort, une déclaration énonçant, par catégorie, le montant des revenus imposables à la taxe mobilière ou à la taxe professionnelle. »

Dans les sociétés ou firmes importantes les bilans et comptes de profits et pertes n'acquièrent un caractère définitif qu'après avoir été approuvés soit par l'assemblée générale des actionnaires, soit par le Comité de Direction ou le Conseil d'administration. D'autre part, l'éloignement d'établissements situés à l'étranger où le travail long et laborieux que nécessite la centralisation des résultats des firmes qui possèdent de très nombreuses succursales, ne permettent bien souvent de clôturer définitivement les écritures que plusieurs mois après la date de clôture statutaire, conventionnelle ou habituelle du bilan.

Eu égard à ces circonstances, la déclaration des revenus imposables peut être retardée jusqu'après approbation du bilan et du compte de profits et pertes; c'est là une question de fait qui sera déterminante et le délai de 15 jours devra être observé quelle que rapprochée que soit de l'expiration de l'exercice social, la clôture *définitive* des écritures.

ART. 18.

A l'article 18, un membre voudrait voir adopter un amendement conçu dans le sens suivant :

« La taxe sur les coupons est portée de 15 à 20 % à partir du 1^{er} janvier 1926. Toutefois pour les sociétés qui auraient distribué un dividende à dater du 12 novembre 1925 la taxe serait portée également à 20 % si la décision fixant le montant et la date du paiement est intervenue à une date antérieure à celle fixée régulièrement par les statuts. »

CHAPITRE II.

§ 1^{er}.

Relèvement de l'exonération à la base pour la taxe professionnelle et la supertaxe.

Sous le régime de la loi antérieure le minimum exempté était le même pour la supertaxe et pour la taxe professionnelle.

Il était respectivement de :

a) 2,100 fr. dans les communes de moins de 5,000 habitants.

2,400 fr. » » » » 5,000 à 15,000 »

2,700 fr. » » » » 15,000 à 30,000 »

3,000 fr. » » » » 30,000 à 60,000 »

3,600 fr. » » » » 60,000 habitants et plus.

b) Le revenu frappé était le revenu *net*, c'est-à-dire le revenu brut diminué des dépenses professionnelles. Ces dernières étaient estimées pour les salariés et appointés à un dixième de leurs revenus professionnels nets. (Art. 29, § 3, des lois coordonnées.)

c) Les personnes ne jouissant pas d'un revenu supérieur au revenu exonéré payaient une taxe de 12 francs.

d) Les personnes ne jouissant pas d'un revenu supérieur au deux tiers du revenu exonéré étaient considérées comme indigentes et ne payaient aucune taxe professionnelle.

Le projet de Gouvernement amendé par lui, porte au contraire les caractéristiques essentielles suivantes :

a) Minimum exonéré différent pour la supertaxe et pour la taxe professionnelle, le minimum exonéré de la seconde n'atteignant que les trois quarts de celui de la première.

Le tableau des revenus nets exonérés pourra donc être dressé de la façon suivante

Catégories de communes.	<i>Régime antérieur.</i>		<i>Système du projet de loi.</i>	
	Exonération. (T. P. = 12 francs.)	Exonération totale.	Supertaxe (exonérat. totale).	Taxe professionn. (exonérat. totale).
Première . . .	3,600	2,400	5,400	4,050
Deuxième . . .	3,000	2,000	4,800	3,600
Troisième . . .	2,700	1,800	4,200	3,150
Quatrième . . .	2,400	1,600	3,600	2,700
Cinquième . . .	2,100	1,400	3,150	2,400

Ce tableau ne rend pas compte des exonérations supplémentaires pour charges familiales.

b) Le revenu net taxable sera dorénavant pour les *salariés et appointés* (Amendement du Gouvernement à l'art. 2) le revenu brut diminué de un sixième pour dépenses professionnelles (art. 2 amendé).

c) Les personnes jouissant d'un revenu inférieur au revenu exonéré ne paieront aucune taxe.

Tel est dans ses grandes lignes le projet qui fut accepté par la Commission.

Il a soulevé certaines critiques. — On peut les classer en trois groupes.

Les premières visent la différence de traitement des communes selon leur importance. D'autres marquent les inconvénients du dégrèvement d'un sixième du revenu brut des appointés et salariés. D'autres enfin dénoncent les dangers de l'exemption totale accordée aux revenus exonérés.

*
* *

Le projet de loi conserve, sans l'aggraver, la différence quant à la fixation du minimum exonéré entre les communes du royaume. On sait que par arrêté royal, les communes peuvent être classées dans les catégories supérieures.

Au 31 décembre 1924, le classement des communes se présentait comme suit :

	<i>D'après le nombre des habitants.</i>	<i>D'après le classement.</i>
1 ^{re} catégorie	40	288
2 ^e catégorie	16	108
3 ^e catégorie	35	103
4 ^e catégorie	230	102
5 ^e catégorie	2,352	2,042

Pratiquement, toutes les communes industrielles du royaume jouissent donc des avantages de la première et de la 2^e catégorie.

Est-ce justifié? Certains membres de la Commission protestent contre l'écart trop considérable existant entre les exonérations prévues pour les diverses catégories de communes.

La vie n'est-elle pas également chère partout?

Ils produisent à l'appui de leurs remarques le tableau suivant :

INDEX NUMBER MOYEN DU COUT DE LA VIE.

	Octobre 1923.	Décembre 1923.
Communes de plus de 100,000 habitants	438	471
Id. 50,000 à 100,000 habitants	437	463
Id. 25,000 à 50,000 habitants .	437	465
Id. 10,000 à 25,000 habitants .	437	466
Id. moins de 10,000 habitants .	437	465

Remarquons qu'il n'est pas tenu compte du loyer dans l'établissement de l'index number.

Ces membres font remarquer que nombre de lois et de dispositions réglementaires, telle la loi de milice, s'en réfèrent au système d'exonération établi par la loi sur les revenus. Le préjudice subi par les habitants des petites communes n'en est que plus considérable.

* * *

On signale, d'autre part, le danger de la mesure de l'article 3.

Les salariés et appointés pourront donc diminuer leurs revenus bruts d'un sixième. C'est là, disent quelques-uns, un avantage certain accordé à cette classe de citoyens.

N'est-ce pas créer dans chaque ville, chaque commune, deux classes de contribuables ?

L'Exposé des motifs du Gouvernement repris plus haut répond partiellement à cette objection.

On lui répond toutefois que le minimum exonéré a considérablement augmenté, que le dixième prévu dans la législation antérieure croîtrait proportionnellement et qu'on ne voit, par conséquent, pas de raison pour rompre cette proportion et pour porter ce dixième à un sixième.

* * *

Enfin, certains membres soulèvent des objections quant au grand nombre de contribuables qui vont être exonérés de toute taxe professionnelle et de toute supertaxe.

La Commission a demandé des renseignements au Département des Finances.

Voici la réponse que nous soumettons à la Chambre :

« Les statistiques détaillées des revenus déclarés à la supertaxe pour l'exercice 1923 (revenus de 1922), dernière année pour laquelle elles ont été dressées, permettent de donner les renseignements ci-après :

» 1° Le nombre approximatif de contribuables payant la taxe professionnelle forfaitaire de 12 francs par an s'élevait à 1,455,000 ;

» 2° A. Le nombre d'exonérés : a) de la taxe professionnelle s'élevait à 265,000 sur 2,765,000 personnes ayant déclaré des revenus professionnels ; b) de la supertaxe atteignait 1,690,800 sur 2,776,000 personnes ayant déclaré un revenu global. »

Sous le régime proposé, ceux dont les revenus ne dépassent pas le minimum prévu par l'article 2 du projet, en matière de taxe professionnelle, seront totalement exonérés d'impôt. Le nombre de ceux-ci peut être évalué à 1,500,000.

B. Tous les contribuables obtiennent à la fois sur la taxe professionnelle et sur la supertaxe une réduction d'impôt correspondant à la taxe afférente aux revenus respectivement exonérés pour minimum d'existence augmenté éventuellement des accroissements pour charge de famille. Des réductions semblables seront maintenues sous le nouveau régime.

Elles sont fixées respectivement par les articles 2 et 8 du projet de loi, n° 9.

Toutefois, en matière de supertaxe, la déduction prévue sera réduite de moitié ou

supprimée suivant que le revenu global imposable du contribuable est compris entre le quadruple et l'octuple des sommes exonérées conformément à ces dispositions ou atteint un montant plus élevé.

En outre, aucune *supertaxe* ne sera exigée des personnes qui jouissent de revenus inférieurs à 10,000 francs; toutefois, ceux de ces derniers dont les revenus dépassent le minimum exonéré de la supertaxe, augmenté des accroissements pour charges de famille, seront redevables de 25 centimes additionnels à la taxe professionnelle.

3° La répartition des revenus soumis à la taxe professionnelle et à la supertaxe pour 1923, et des impôts payés de ce chef, peut être établie comme suit, d'après les distinctions établies par les statistiques tenues à cet effet :

Catégorie des revenus.	TAXE PROFESSIONNELLE.		SUPERTAXE.	
	Nombre de déclarations.	Montant de l'impôt.	Nombre de déclarations.	Montant de l'impôt.
De moins de 5,000 francs .	1,924,334	21,400,000	1,846,228	3,200,000
De 5 à 10,000 francs. . .	703,628	48,700,000	742,786	13,500,000
De 10 à 25,000 francs . .	115,647	54,100,000	150,214	33,000,000
De 25 à 50,000 francs . .	15,840	27,500,000	23,923	23,000,000
De 50 à 100,000 francs . .	3,948	23,500,000	7,455	30,000,000
De plus de 100,000 francs .	1,642	30,800,000	3,364	125,000,000
TOTAUX. . fr.	2,765,039	206,000,000	2,775,970	227,700,000

4° Le nombre de contribuables payant plus de 2,000 francs de supertaxe, s'est élevé à 9,846 en 1923 et le montant des impôts établis à leur charge a atteint 151,700,000 francs.

Certains membres trouvent ces exonérations complètes exagérées et attirent l'attention de leurs collègues sur le tableau suivant :

TABLEAU DES REVENUS BRUTS EXONÉRÉS.

Célibataires.

Communes.	TAXE PROFESSIONNELLE.		Système du projet de loi. Exonération complète.	Système amendé par le Gouvernement. Exonération complète.
	Système antérieur. Dégrevement complet.	Taxe de 12 francs.		
1 ^{re} catégorie. . . fr.	2,664	4,000	4,500	4,860
2 ^e —	2,222	3,333	4,000	4,500
3 ^e —	2,000	3,000	3,500	3,937
4 ^e —	1,777	2,666	3,000	3,240
5 ^e —	1,544	2,333	2,660	2,880

SUPERTAXE.		Système du projet de loi amendé par le Gouvernement.	
Communes.	Exonérés antérieurement.		
1 ^{re} catégorie fr.	4,000	7,200	
2 ^e —	3,333	6,393	
3 ^e —	3,000	5,599	
4 ^e —	2,666	4,800	
5 ^e —	2,333	4,200	

Ils se demandent si en l'occurrence on ne devrait pas imposer ne fut ce qu'une légère taxe sur les exonérés non nécessaires.

§ 2.

Les exonérations accordées aux familles nombreuses.

Le projet de loi :

- a) Diminue le minimum exempté par personne à charge de un quart à un sixième de l'exonération à la base (art. 9);
- b) Il augmente d'autre part l'accroissement uniforme de 1,200 francs à 1,500 francs pour chaque enfant au delà de trois (art. 9 amendé);
- c) Il supprime pour les gros revenus et selon certaines modalités l'exonération y compris les charges de famille (art. 8, § 4).

L'amendement déposé par le Gouvernement et accepté par la Commission améliore cependant indiscutablement, le projet primitif.

§ 3.

L'attribution de parts d'impôts aux provinces et aux communes.

Certains membres ont critiqué les modifications que le projet apporte à la situation actuelle qui enlève à toutes les communes une part de la contribution foncière, et attribue à quelques-unes, toujours les mêmes, un supplément de part dans la taxe mobilière.

D'autres membres estiment que la part des provinces est absolument trop forte.

TITRE II.

IMPOT SUR LE MOBILIER.

Le titre II fut admis sans modification.

TITRE III.

TAXE SUR LES AUTOMOBILES ET AUTRES VÉHICULES A MOTEUR OU A VAPEUR.

Ce titre donna lieu à un échange de vues qui permit à plusieurs membres de se déclarer partisans de la perception de cette taxe sous la double forme d'une

taxe sur les voitures d'après leur valeur et d'un droit d'entrée important sur le carburant.

D'autres membres appelèrent l'attention du Gouvernement sur les droits élevés que paient les automobilistes belges circulant en France et sur la possibilité d'établir des droits similaires sur les voitures étrangères empruntant notre réseau routier.

La Commission adopta les deux amendements suivants :

ART. 23.

1. — **Deuxième alinéa, litt. a).** Remplacer la quotité de 50 % par celle de 25 %.

2. — **Ajouter à l'article la disposition suivante :**

Les réductions prévues par l'article 4 de la loi précitée, ne sont pas applicables à la taxe maximum de 5 %.

TITRE IV.

TAXES SUR LES VÉHICULES ORDINAIRES.

La Commission modifia sensiblement cet article. Elle adopta d'abord un amendement libellé comme suit :

Ajouter à l'article 26 un paragraphe 2 ainsi conçu : « Toutefois les cultivateurs employant au moins un véhicule imposable auront la faculté d'acquitter la taxe moyennant un forfait annuel de 6 francs par hectare de terres cultivées ou de pâtures. »

Les propriétaires de bois et forêts paieront un forfait annuel de 1 franc par hectare.

Toute quotité dépassant la moitié d'un hectare sera portée à l'unité supérieure.

Ce régime facultatif permettra aux cultivateurs, maraîchers, horticulteurs et autres personnes s'adonnant à la culture de s'acquitter facilement et dans des conditions favorables de la taxe proposée.

Les propriétaires de bois paieront un léger droit, indépendamment de toute propriété de charroi. Les exploitations de leurs bois causent, en effet, à intervalles éloignés, il est vrai, des dégâts certains à la voirie. L'amendement se justifie par plusieurs considérations dont la moindre n'est pas que la méthode de perception proposée permettra de dépasser largement les prévisions budgétaires. Cette taxe est portée au Budget des Voies et Moyens comme devant rapporter 10 millions. Or l'agriculture seule couvre en Belgique 1,949,000 hectares. En y joignant les bois on pourra escompter pour cette taxe et pour l'agriculture seulement un rendement annuel de 12 millions. Si l'on y joint les quelques 150,000 voitures et véhicules qu'on suppose exister d'autre part et qu'on les frappe d'un droit moyen de 75 francs, on peut estimer que la taxe pourrait bien dans son ensemble rapporter de 20 à 25 millions.

ART. 27.

A l'article 27 votre Commission propose l'amendement suivant :

Modifier le deuxième alinéa dans le sens suivant :

« Indépendamment des exemptions prévues aux dispositions de l'article 5 de ladite loi, sont exempts de la taxe les véhicules trainés par des vaches, des ânes, des chiens ou des chèvres et ceux qui sont conduits à bras. »

TITRE V.

TAXE SUR LES CHIENS.

Ce titre fut admis sans modification comme d'ailleurs également, le

TITRE VI.

REDEVANCE SUR LES MINES.

TITRE VII.

TAXE SUR LES SPECTACLES OU DIVERTISSEMENTS PUBLICS.

Un seul amendement, favorable aux communes fut adopté à l'article 48.

Compléter le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 48 comme suit :

« ... augmenté successivement d'un dixième par année à partir de 1926. »

TITRE VIII.

TAXES SUR LES JEUX ET PARIS.

La Commission tient à marquer qu'elle n'entend pas entrer dans la voie qui lui est suggérée. Elle demande que le Gouvernement réprime de toutes ses forces des pratiques qu'elle considère comme hautement préjudiciables à la moralité publique. Elle a donc supprimé toutes les dispositions relatives à l'organisation d'agences de paris.

Elle a modifié d'autre part le régime du projet en ce qui concerne la taxe sur les concours colombophiles. Rejetant le système du projet, comme d'ailleurs l'augmentation de la taxe sur les bagues, elle a préféré prélever des droits sur les prix obtenus.

Elle a, enfin, modifié certaines dispositions d'ordre pénal.

De là une série d'amendements qu'elle propose à votre vote.

ART. 51.

Modifier le § 1^{er} dans le sens suivant :

- « 1° à 5 % en ce qui concerne les paris relatifs aux courses de chevaux.
- » 2° à 3 % pour les sommes ou la valeur des objets, etc., de toute espèce, attribués à titre de prix ou autrement, sur la base des résultats de concours colombophiles comportant un lâcher de pigeons :
- » 1. Lorsque le montant global de l'attribution dépasse 100 francs par pigeon et par voyage;
- » 2. Lorsque l'attribution, même inférieure à cette somme concerne :
- » a) Des concours pour lesquels, sauf circonstances de force majeure, le retour n'a pas lieu un dimanche ou un jour de fête légale;
- » b) Des personnes autres que les propriétaires des pigeons engagés;
- » c) Des sommes quelconques inscrites sur une liste autre que celle de l'organisateur proprement dit du concours;
- » d) Des sommes exposées sur la chance de plus d'un pigeon ou sur la chance d'un ou de plusieurs pigeons dans divers concours;
- » e) Des sommes engagées dans des concours antérieurs et non distribuées à concurrence des neuf dixièmes de leur montant, sauf déduction des frais normaux d'organisation.

La taxe est portée à 4 ou à 5 % si les attributions susmentionnées dépassent respectivement 500 francs ou 1,000 francs, soit par pigeon dans le cas visé au n° 1, soit pour chaque intéressé dans les autres cas.

ART. 52.

1° Supprimer le premier alinéa de cet article.

2° Supprimer le litt. b.

ART. 53.

1° Supprimer au § 2, litt. b depuis les mots : « dans les agences » jusque « Ministre des Finances ».

2° Remplacer le dernier alinéa du § 3 par les deux alinéas ci-après :

« Dans le cas d'infraction au § 2 ou aux dispositions prises pour son exécution, les fonds ou effets versés pour les paris seront confisqués, ainsi que les fonds ou effets destinés au service des paris et trouvés en la possession du délinquant au moment de la constatation de l'infraction. »

« Le chapitre VII du livre I^{er} du Code pénal et l'article 85 du même Code s'appliquent aux infractions dont il s'agit au présent article. »

ART. 54.**Modifier comme suit le deuxième paragraphe :**

Dans les cas visés par le présent article, la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des paris peut en outre être prononcée pour une durée de dix à trente jours.

TITRE IX.**TAXE D'OUVERTURE DES DÉBITS DE BOISSONS FERMENTÉES
OU SPIRITUEUSES.**

Aucune disposition de ce titre ne fut modifiée.

TITRE X.**CONTRIBUTION PERSONNELLE.**

L'amendement suivant fut adopté.

ART. 62.

Ajouter un cinquième alinéa ainsi conçu :

Les cotisations peuvent éventuellement être établies d'office conformément aux articles 56 et 57 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

TITRE XI.**IMPOTS SPÉCIAUX.**

Ce titre encore fut adopté sans remarque.

. . .

Il reste à votre rapporteur de s'excuser auprès des membres de la Chambre de la forme défectueuse du présent rapport qui s'explique par la hâte avec laquelle il dut être rédigé.

Le Rapporteur,
FR. BRUSSELMANS.

**Amendements
proposés par la Commission.**

ART. 5.

I. — Modifier comme suit le 3° :

« 3° 12 %. a) Sur les revenus des obligations existant au 28 mars 1923 pour autant que la société débitrice n'assume pas la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt ;

b) *Sur les intérêts des dépôts à long terme (au moins cinq ans) existant au 28 mars 1923, mais seulement jusqu'à l'expiration du terme primitif et pour autant que la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt soit supportée par le déposant ».*

ART. 12.

Modifier comme suit :

« Le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 54 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. — Dans les quinze jours de l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes, et, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social, les redevables tenant une comptabilité autrement que par année civile, de même que toutes les sociétés par actions, sont tenus de remettre, contre récépissé, au contrôleur des contributions du ressort, une déclaration énonçant, par catégorie, le montant des re-

**Amendementen
door de Commissie ingediend.**

ART. 5.

I. — N° 3° te wijzigen als volgt :

« 3° 12 t. h. a) Op de inkomsten van de op 28 Maart 1923 bestaande obligaties, voor zoover de schuldplichtige vennootschap de belasting of de verhoogingen van belasting niet op zich neemt ;

b) *Op de interesten der deposito's op langen termijn (ten minste vijf jaar) bestaande op 28 Maart 1923, maar alleenlijk tot het verstrijken van den aanvankelijken termijn en in zoo verre de last van de belasting of van de belastingverhoogingen door den depositogever gedragen wordt.*

ART. 12.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« De eerste alinea van paragraaf 1 van artikel 54 wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. — *Binnen vijftien dagen na de goedkeuring van de balans en van de winst- en verliesrekening, en, uiterlijk, zes maanden na de afsluiting van het boekjaar, zijn de belastingschuldigen die hunne comptabiliteit voeren anders dan per kalenderjaar, alsmede al de vennootschappen op aandeelen, gehouden aan den toezienner der belastingen van het gebied, tegen ontvangbewijs, eene aangifte te overhandigen vermeld-*

venus imposables à la taxe mobilière ou à la taxe professionnelle. »

ART. 23.

I. — Au 2^e alinéa, littéra a, remplacer la quotité de 50 % par celle de 25 %.

II. — Ajouter à l'article la disposition suivante :

Les réductions prévues par l'article 4 de la loi précitée, ne sont pas applicables à la taxe maximum de 5 %.

ART. 26.

Ajouter un § 3 ainsi conçu :

§ 3. Toutefois les cultivateurs employant au moins un véhicule imposable auront la faculté d'acquitter la taxe moyennant un forfait annuel de 6 francs par hectare de terres cultivées ou de pâtures.

Les propriétaires de bois ou forêts paieront un forfait annuel de 1 franc par hectare.

Toute quotité dépassant la moitié d'un hectare sera portée à l'unité supérieure.

ART. 27.

Modifier le 2^e alinéa comme suit :

« Indépendamment des exemptions prévues aux dispositions de l'article 5 de ladite loi, sont exempts de la taxe les véhicules trainés par des vaches, des ânes, des chiens ou des chèvres et ceux qui sont conduits à bras ».

dende, per categorie, het bedrag van de in de belasting op roerende zaken of in de bedrijfsbelasting belastbare inkomsten. ».

ART. 23.

I. — 2^e alinéa, litt. a, de hoegrootheid 50 t. h. te vervangen door die van 25 t. h.

II. — Aan het artikel de volgende bepaling toevoegen :

De verminderingen voorzien bij artikel 4 van vóórnoemde wet, zijn niet van toepassing op de maximum-taxe van 5 t. h.

ART. 26.

Een § 3 toevoegen luidende :

§ 3. Nochtans, zullen de landbouwers die ten minste één belastbaar voertuig bezigen, de taxe kunnen kwijten mits een jaarlijksch forfait van zes frank per hectare bouw- of weidegrond.

De eigenaars van bosschen of wouden zullen een jaarlijks forfait van één frank per hectare betalen.

Elke hoegrootheid van meer dan een halve hectare, wordt tot de onmiddellijke hoogere hoegrootheid teruggebracht.

ART. 27.

De 2^{de} alinea te wijzigen als volgt :

« Onverminderd de vrijstellingen voorzien bij de bepalingen van artikel 5 van gezegde wet, zijn van de taxe vrijgesteld de voertuigen die voortgetrokken worden door koeien, ezels, honden of door geiten alsmede de handvoertuigen. »

ART. 48.

Compléter le dernier alinéa du § 2 comme suit : « ... *augmenté successivement d'un dixième par année à partir de 1926* ».

ART. 51.

Modifier comme suit le § 1^{er} :

I. — A 5 % en ce qui concerne les paris relatifs aux courses de chevaux.

II. — A 3 % pour les sommes ou la valeur des objets etc., de toute espèce, attribués à titre de prix ou autrement, sur la base des résultats de concours colombophiles comportant un lâcher de pigeons :

1° Lorsque le montant global de l'attribution dépasse 100 francs par pigeon et par voyage;

2° Lorsque l'attribution, même inférieure à cette somme concerne :

a) Des concours pour lesquels, sauf circonstances de force majeure, le retour n'a pas lieu un dimanche ou un jour de fête légale;

b) Des personnes autres que les propriétaires des pigeons engagés;

c) Des sommes quelconques inscrites sur une liste autre que celle de l'organisateur proprement dit du concours;

d) Des sommes exposées sur la chance de plus d'un pigeon ou sur la chance d'un ou de plusieurs pigeons dans divers concours;

ART. 48.

De laatste alinea van § 2 van dit artikel aan te vullen als volgt : « ... *achtereenvolgens met een tiende per jaar vermeerderd van af 1926.* »

ART. 51.

Paragraaf I te wijzigen als volgt :

I. — 5 % wat betreft de weddenschappen in verband met de paardenwedrennen.

II. — 3 % op de sommen of de waarden der voorwerpen, enz., van allen aard, als prijzen of, anders toegevoegd, op grond van de uitslagen van duivenprijskampen waarbij duiven losgelaten worden.

1° Wanneer het globaal bedrag van het toegewezen 100 frank per duif en per reis overschrijdt;

2° Wanneer de toewijzing, zelfs beneden dit bedrag, betrekking heeft op :

a) Prijskampen voor dewelke, behoudens gevallen van overmacht, het terugkeer der duiven niet op een Zondag of op een wettelijken feestdag geschiedt;

b) Andere personen dan de eigenaars der ingezette duiven;

c) Gelijk welke sommen ingeschreven op eene andere lijst dan die van de eigenlijke inrichting van den prijskamp;

d) Sommen ingezet op meer dan eene duif of op eene of meer duiven in verscheidene prijskampen;

c) Des sommes engagées dans des concours antérieurs et non distribuées à concurrence des 9/10 de leur montant, sauf déduction des frais normaux d'organisation.

La taxe est portée à 4 ou à 5 % si les attributions susmentionnées dépassent respectivement 500 francs ou 1,000 francs soit par pigeon dans le cas visé au n° 1, soit pour chaque intéressé dans les autres cas.

ART. 52.

I. — Supprimer le premier alinéa de cet article.

II. — Supprimer le litt. b).

ART. 53.

I. — Supprimer au § 2, litt. b) depuis les mots « dans les agences » jusque « Ministre des Finances ».

II. — Remplacer le dernier alinéa du § 3 par les deux alinéas ci-après :

« Dans le cas d'infraction au § 2 ou aux dispositions prises pour son exécution, les fonds ou effets versés pour les paris seront confisqués, ainsi que les fonds ou effets destinés au service des paris et trouvés en la possession du délinquant au moment de la constatation de l'infraction.

Le chapitre VII du livre premier du Code pénal et l'article 85 du même code s'appliquent aux infractions dont il s'agit au présent article. »

e) Sommen ingezet bij vroegere prijskampen en niet uitgekeerd ten beloope van 9/10 van hun bedrag, behoudens aftrekking van de normale inrichtingskosten;

De taxe wordt op 4 of 5 t. h. gebracht indien de voormelde toewijzingen onderscheidenlijk 500 of 1,000 frank overschreden, hetzij per duif, in het geval onder n° 1 voorzien, hetzij voor ieder betrokkene in de overige gevallen.

ART. 52.

I. — De eerste alinea van dit artikel te doen wegvallen.

II. — Litt. b) te doen wegvallen.

ART. 53.

I. — In § 2, litt. b) van al de woorden « in de agentschappen » tot « Minister van Financiën aangenomen », te doen wegvallen.

II. — Het laatste lid van § 3 te vervangen door de twee volgende alinea's :

« In geval van overtreding van § 2 of van de bepalingen getroffen voor hare uitvoering, worden de voor de weddenschappen gestorte fondsen of effecten verbeurd verklaard, alsmede de fondsen of effecten bestemd tot den dienst der weddenschappen en in het bezit gevonden van een overtreder op het oogenblik van de vaststelling der overtreding.

» Hoofdstuk VII van boek I van het Strafwetboek en artikel 85 van hetzelfde wetboek zijn toepasselijk op de overtredingen waarvan sprake in dit artikel. »

ART. 54.

Modifier comme suit l'alinéa 2 :

« Dans les cas visés par le présent article, la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des paris peut en outre être prononcée pour une durée de dix à trente jours.

ART. 62.

Ajouter un cinquième alinéa ainsi conçu :

Les cotisations peuvent éventuellement être établies d'office conformément aux articles 56 et 57 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

ART. 54.

De tweede alinea te wijzigen als volgt :

In de bij dit artikel bedoelde gevallen kan de sluiting van de inrichting of het verbod weddenschappen te aanvaarden daarenboven worden uitgesproken voor eenen duur van tien tot dertig dagen.

ART. 62.

Een 5 alinea toe te voegen luidende :

De aanslagen kunnen, desgevallend, ambtshalve worden gevestigd overeenkomstig de artikelen 56 en 57 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.

(N^o 87)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD VAN 1925-1926.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BRUSSELMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot wijziging van de wetten in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes moet aan 's Rijks Schatkist eene verhooging van ontvangsten opleveren, die geraamd wordt op 169,970,000 frank.

Weliswaar werd het ontwerp der Regeering vrij wel gewijzigd tijdens de bespreking in de Commissie voor de Financiën. Niettemin schijnt het ons van belang, u de omstandige raming voor oogen te leggen, van de mogelijke ontvangsten zooals deze in het eerste ontwerp der Regeering waren voorzien.

Tabel vermeldende de geraamde opbrengst der nieuwe fiscale middelen.

Aard van de belasting.	Overzicht der nieuwe fiscale middelen.	Verhoo- ging.	Verminde- ring.
Grondbelasting.	Helling van 10 opcentiemen	25,000,000	»
Belasting op roerende zaken.	Verhoging van de belasting op roerende zaken tegen het volle bedrag op de koepons van aandelen en 1 t. h. verhoging op het bedrag van de belasting op de inkomsten der vreemde waarden en der kapitalen door vreemdelingen in België belegd	40,000,000	»
	Helling van opcentiemen ten getale van 10 of 20 van de taxe welke soamige soorten inkomsten belast	40,000,000	»

(1) Wetsontwerp, n^o 9.

Amendement, n^o 85.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

a) de leden van de Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hallet, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

b) zes leden aangeduid door de Afdeelingen van November 1925 : de heeren De Winde, Verachtert, Delattre, Lepage, Baelis en Heyman.

Aard van de belasting.	Overzicht der nieuwe fiscale middelen.	Verhoo- ging.	Verminde- ring.
Bedrijfsbelasting.	De vermindering van de bedrijfsbelasting voort- spruitende uit de verhooging van het mini- mum-bedrag der bestaansmiddelen alsmede uit de afschaffing der forfaitaire bedrijfsbelas- ting van 12 frank, wordt vergoed door : De wijziging in de geleidelijke verhooging van het bedrag; De afschaffing van de belasting der aanzienlijke ondernemingen bij reeksen gelijkstaande met het twintigste van het belegde kapitaal; De vermindering van het forfaitaire maximum dat wordt afgetrokken van de vergoedingen ten titel van bedrijfslasten en door de heffing van buitengewone opcentiemen.	»	»
Supertaxe.	Verhooging van het vrijgestelde minimum voor gezinslast. Raming der bedrijfsinkomsten slechts ten be- loope van 9/10 van hun zuiver belastbaar bedrag, voor het gedeelte dat 100,000 fr. niet overschrijdt. De supertaxe is niet verschuldigd voor de glo- bale inkomsten die minder dan 10,000 frank bedragen. Vermeerdering van de supertaxe wegens : a) de vermindering of de afschaffing van de aftrekking voor het minimum van bestaansmiddelen, wat de inkomsten betreft die 20,000 frank overschrijden; b) de vermin- dering van de forfaitaire bedrijfslasten voor de loontrekkenden die meer dan 100,000 frank verdieneu.	»	50,000,000
Belasting op het mobiliair.	Afschaffing van de <i>eenvormige</i> vrijstelling van 5,000 frank per gezin en van 1,000 frank voor elk lid van het gezin, wat betreft de schat- plichtigen van de gemeenten met minder dan 30,000 inwoners, die geen forfaitaire waarde aangegeven hebben voor het mobiliair, volgens het kadastraal inkomen van het onroerend goed.	5,000,000	»
Taxe op de automobielen, enz.	Verhooging van den grondslag der taxe naar de kracht (13 1/2 miljoen) en naar het gewicht (6 1/2 miljoen).	20,000,000	»
Taxe op de gewone voertuigen.	Nieuwe taxe	10,000,000	»
Taxe op de honden.	Nieuwe taxe	10,000,000	»
Taxe op de openbare vertooningen, enz.	Nieuwe grondslagen. Vestiging van 10 opcentiemen.	5,000,000 5,000,000	» »
Taxe op het spel en de weddenschappen.	Wijziging van de taxe toegepast op wedden- schappen bij paardenwedrennen (14 miljoen) en de sommen ingezet bij prijskampen van reisduiven (6 miljoen)	20,000,000	»
Mijnrecht.	Vervanging van de vaste cijns gevestigd naar de oppervlakte van de concessie, door een ver- anderlijk recht berekend volgens de al of niet uitgekeerde winsten, waarvan belasting op roerende goederen of bedrijfsbelasting gehe- ven wordt	4,970,000	»
Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.	Verlenging van het tijdsbestek binnen hetwelk de aanslagen op geldige wijze kunnen geves- tigd worden	20,000,000	»
Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten.	Verlenging van het tijdsbestek binnen hetwelk de aanslagen in zake bijzondere belastingen op de uitzonderlijke winsten van 1919 en 1920, op geldige wijze kunnen gevestigd worden .	15,000,000	»
TE ZAMEN		219,970,000	50,000,000
VERMEERDERING . . . fr.		169,970,000	

Het u voorgelegde wetsontwerp is verdeeld in 11 titels die wij achtereenvolgens zullen onderzoeken.

TITEL I.

BELASTINGEN OP DE INKOMSTEN.

Dit hoofdstuk doet enkele zware moeilijkheden oprijzen. Uw verslaggever denkt dat het nuttig is u vooreerst artikel na artikel de wijzigingen te verklaren door de Commissie voor de Financiën ingevoerd, om daarna, op eene minder fragmentaire wijze, eenige vraagstukken te behandelen waaraan de leden van de Commissie meer bijzonder hunne aandacht hebben gewijd.

De Commissie besliste dat de leden die opmerkingen te maken hadden deze konden doen opnemen in het verslag ; zij zullen behandeld worden in hoofdstuk II van deze titel.

HOOFDSTUK I.

EERSTE ARTIKEL.

Om alle verwarring te vermijden verklaart uwe Commissie, wat betreft de toepassing van de artikelen 1, 4 en 18, het volgende :

Krachtens artikel 1 en artikel 4 van het ontwerp worden de belastingsschuldigen of de vennootschappen, die hun boeken afsluiten op een anderen datum dan 31 December, aangeslagen niet meer op grond van de winsten gemaakt gedurende het afgesloten handelsjaar in den loop van het vorige jaar, maar wel op grond van de resultaten bekomen in den loop van het dienstjaar afgesloten gedurende het loopende jaar.

Artikel 18, § 2, voegt er als overgangsbepaling bij :

« De belastingsschuldigen die hunne geschriften in den loop van het jaar afsluiten worden voor het dienstjaar 1926, aangeslagen volgens de uitslagen van de in 1925 en in 1926 afgesloten balansen of rekeningen. »

Uit deze laatste bepaling heeft men willen besluiten dat er, *met de bedrijfs-taxe*, aldus twee maal belast werd.

Dit is niet zoo.

Wat de supertaxe betreft verandert de voorgestelde bepaling niets aan het stelsel; degenen die dividenden of andere dergelijke inkomsten trekken moeten voortgaan deze aan te geven voor het fiscale jaar volgend op den datum van inkasseering of van toekenning van deze inkomsten.

ART. 2.

Bij dit artikel heeft de Regeering het volgende amendement ingediend dat aangenomen is geworden :

Het eerste lid te vervangen als volgt :

« Wordt van de bedrijfsbelasting der natuurlijke personen afgetrokken de belasting overeenstemmende met :

» a) De drie vierden van het krachtens artikel 41 van de supertaxe vrijgestelde minimum ;

» b) De twee derden van gezegd minimum indien het eene gehuwde vrouw geldt die met haren niet ten laste zijnden echtgenoot woont of ongehuwden, weduwnaars, weduwen of uit den echt gescheiden personen die met hunne niet ten laste zijnde ouders wonen of die samen huishouden;

» c) De algeheelheid der verhoogingen wegens gezinslasten voorzien bij de artikelen 41 en 43. »

Dit amendement wordt door de volgende beschouwingen gebillijkt :

Al de natuurlijke personen die bedrijfsinkomsten hebben worden afzonderlijk, wegens die inkomsten, in de bedrijfsbelasting aangeslagen, en voor ieder van hen wordt rekening gehouden met een vrijgesteld minimum, met inbegrip van hen wordt rekening gehouden met een vrijgesteld minimum, met inbegrip van de voorzienene toename voor eventueele gezinslasten; deze regeling geldt eveneens voor de gehuwde vrouw die met haar man samenwoont, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars of gedivorceerden, die met hun ouders samenwonen, en ook voor de personen die in gemeenschap leven of die samen huishouden.

Het gezin of huishoudelijk leven kost veel goedkooper dan het leven in afzonderlijk huis of in pensioen; het is, overigens, om die reden dat de toename van het vrijgesteld minimum voor ieder persoon ten laste van het gezinshoofd aanzienlijk lager is dan gezegd minimum.

De noodzakelijkheid van door nieuwe inkomsten sommige verzachtingen te vergoeden, die toegestaan worden aan de hoofden van talrijke gezinnen (zie amendementen bij de artikelen 8 en 9), heeft tot een nieuw onderzoek geleid van den toestand der schatplichtigen welke deel uitmaken van een zelfde gezin of die te zamen leven; dit onderzoek heeft tot de gevolgtrekking gebracht, dat het billijk is, in die gevallen, het van de bedrijfsbelasting vrijgesteld minimum tot de $\frac{2}{3}$ terug te brengen, welke belasting zooals men weet, door het ontwerp bepaald is op de $\frac{3}{4}$ van het vrijgesteld minimum der supertaxe.

In andere woorden : wanneer man en vrouw afzonderlijk een beroep uitoefenen, wordt voor de regeling van de bedrijfsbelasting van ieder der beide echtgenooten rekening gehouden met de volgende bestaansminima :

Man : $\frac{3}{4}$ van het bij artikel 41 voorzien minimum, vermeerderd met de integrale toenamen voor de onderscheide personen ten laste, de vrouw niet inbegrepen;

Vrouw : $\frac{2}{3}$ van het bij artikel 41 voorzien minimum, zonder toenamen, daar de personen ten laste gerekend worden voor den man.

De ongehuwden, weduwnaars of gedivorceerden die met hun ouders samenwonen, evenals de personen die in gemeenschap leven of samen huishouden, worden, als vroeger, afzonderlijk aangeslagen in de bedrijfsbelasting, doch het vrijgesteld minimum wordt, wat hen betreft, verminderd tot op $\frac{2}{3}$ van het bij artikel 41 voorzien bedrag.

Bij voorbeeld : Ongehuwden bewonende een gemeente of een agglomeratie van meer dan 60,000 inwoners :

$$\frac{5,400 \text{ voorzien minimum} \times 2}{3} = 3,600 \text{ frank, hetgeen overeenstemt met}$$

4,800 frank ruw inkomen ⁽¹⁾, of 800 frank meer dan het ruw salaris dat thans overeenstemt met het in de bedrijfsbelasting vrijgesteld minimum ⁽²⁾.

(1) $4,800 - \frac{4,800}{6}$ (art. 3) = 4,000; $4,000 - \frac{4,000}{10}$ (art. 7) = 3,600.

(2) $4,000 - \frac{4,000}{10} = 3,600$.

Wel te verstaan, indien in een huishouden de vrouw, tengevolge van den man of om eene andere oorzaak, alleen in hare behoeften of in die van haar gezin moet voorzien, wordt de bedrijfsbelasting verminderd met de belasting gehecht aan het integraal bedrijfsminimum, buiten de toename voor al de personen te haren laste, met inbegrip, desgevallend van den man.

Eveneens, indien kinderen, weduwnaars of gedivorceerden, die met hun ouders samenwonen, in het bestaan van dezen moeten voorzien, zal het bestaansminimum in hun persoon geen bijzondere vermindering ondergaan; integendeel, het zal moeten verminderd worden met de toename voor de ouders en de andere personen die zij te hunnen laste zouden hebben.

Art. 3.

Het volgend amendement, door de Regeering voorgesteld, wordt door de Commissie aangenomen :

Art. 3.

Te wijzigen als volgt : Bij gebreke aan bewijskrachtige gegevens, worden de bedrijfslasten van de onder 2^e van artikel 23 bedoelde personen bepaald op een zesde van het deel hunner bezoldigingen of loonen dat 24,000 frank *niet overtreft*, en op een tiende voor het overige. Nochtans mag dat forfaitair bedrag, behoudens tegenbewijs, 10,000 frank per schatplichtige niet overschrijden.

Bij gebreke aan bewijskrachtige gegevens, zijn de bedrijfslasten der rechthebbers op bezoldigingen, wedden, loonen of pensioenen in 1919 vastgesteld geworden op het tiende dier inkomsten; met andere woorden, de wedden, loonen of andere werkelijk getrokken bezoldigingen worden in de bedrijfsbelasting slechts aangeslagen op grond van de negen tienden, het overblijvende tiende beschouwd wordende als dekkende, op forfaitaire wijze, de moeilijk te becijferen maar niettemin werkelijke bedrijfslasten der loon- of weddetrekkenden. Welnu, die uitgaven zijn sedert 1919 toegenomen ingevolge de algemeene stijging van de prijzen; de handelslieden, de nijveraars, de landbouwers, de titularissen van vrije beroepen mogen hunne werkelijke bedrijfskosten in uitgave brengen. Deze dienen ook in aanmerking genomen te worden voor de wedde- of loontrekkenden, des te meer daar hunne bezoldigingen of loonen geheel aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn en dat die belasting lang op voorhand betaald wordt bij wege van afhouding op de belastbare inkomsten. Zulks is eveneens het geval wat de supertaxe betreft voor de inkomsten die 12,000 frank niet te boven gaan, en de Regeering is zinnens het stelsel der afhouding van de supertaxe bij de bron algemeen te maken.

In die voorwaarden lijkt het billijk de forfaitaire bedrijfslasten van een tiende op een zesde te brengen; in feite zouden de wedde- en loontrekkenden dus in de bedrijfslasten noch enkel aangeslagen worden op grond van vijf-zesden der werkelijk getrokken sommen, ten ware de belanghebbenden kunnen bewijzen dat hunne bedrijfsuitgaven een zesde van hun bezoldigingen, wedden of loonen overtreffen.

Het minimum, vrijgesteld van de supertaxe in een gemeente van 60,000 en meer inwoners, zou dus 7,200 frank (ruw) bedragen. Inderdaad, $7,200 - \frac{7,200}{6}$
 (art. 3) = 6,000 — $\frac{6,000}{10}$ (art. 7) = 5.400 francs.

Die vermindering met één zesde zou slechts toepasselijk zijn op het deel der bezoldigingen en loonen dat 24,000 frank niet te boven gaat; het overige zou slechts met één tiende verminderd worden en zulks enkel tot op het oogenblik dat de vermindering het forfaitaire maximum van 10,000 frank voorzien in de reeds ingediende amendementen, bereikt.

ART. 4.

Dit artikel wordt zonder bespreking aangenomen

ART. 5.

Twee wijzigingen werden in dit artikel aangebracht. Een eerste amendement heeft voor doel het 3° van artikel 5 als volgt te wijzigen :

« 3° a) 12 t. h. op de inkomsten van de op 28 Maart 1923 bestaande obligaties, voor zoover de schuldplichtige vennootschap de belasting of de verhoogingen van belasting niet op zich neemt; b) *op de interesten der deposito's op langen termijn (ten minste vijf jaar) bestaande op 28 Maart 1923, maar alleenlijk tot het verstrijken van den aanvankelijken termijn en in zoo verre de last van de belasting of van de belastingverhoogingen door den depositogever gedragen wordt.* »

Artikel 5, 3°, van het ontwerp is eene bepaling overgenomen uit de wet van 28 Februari 1924 (art. 7) die tot 12 t. h. de belasting op roerende zaken verminderd wat betreft de obligatiën uitgegeven op 28 Maart 1923, behalve wanneer de last van de belasting of van de verhoogingen van belasting gedragen worden door de schuldplichtige vennootschap.

Het aangenomen amendement heeft voor doel de toepassing van dit verminderd bedrag uit te breiden voor de inkomsten toe te kennen, van af den dag na de bekendmaking van de wet, aan de interesten van de deposito's op langen termijn (ten minste 5 jaar) bestaande reeds op den datum van 28 Maart 1923 : inderdaad, daar deze deposito's over het algemeen voortkomen van kleine spaarders, hebben zij de waardevermindering van den frank ondergaan en brengen slechts een bescheiden interest op ; in economisch opzicht hebben deze deposito's hetzelfde karakter als de obligatiën.

Het is wel verstaan dat deze vermindering slechts kan verkregen worden voor de toekomst en enkel tot aan het verstrijken van den termijn voor welks duur de deposito's, die op 28 Maart 1923 bestonden, worden gedaan ; eens deze termijn verstreken herneemt de depositogever zijn vrijheid en kan, om de voorwaarden van zijn geldplaatsing te regelen, rekening houden met de belasting op roerende zaken aan het volle bedrag, welke op hem zal worden toegepast van af dit oogenblik.

Anderzijds is het noodig, om misbruiken te vermijden, dat de depositohoudende inrichtingen aan het Bestuur de noodige bewijsstukken verschaffen om het bestaan vast te stellen van de voorwaarden waarvan het verleen van het verminderd bedrag afhankelijk is.

Het tweede amendement heeft voor doel litt. a van het 7° als volgt aan te vullen :

« De taxe is niet verschuldigd op de interesten van vorenbedoelde obligaties die zullen uitgegeven worden, zuiver van Belgische belastingen van den dag af na de afkondiging dezer wet, tenzij gemelde inkomsten geïncasseerd worden door in België gedomicilieerde, verblijvende of gevestigde personen of firma's ».

Artikel 5, § 1, 7° van het ontwerp vermindert tot 5 t. h. de belasting op roerende zaken op de interesten van de obligatiën in het buitenland uitgegeven voor de behoeften van de buitenlandsche inrichtingen, der aan de Belgische wet onderworpen vennootschappen op aandeelen.

Die vermindering heeft ten doel die vennootschappen het verkrijgen van buitenlandsche kapitalen te vergemakkelijken, Nu, over 't algemeen, eischen de vreemde kapitalisten de betaling van eenen interest zuiver van Belgische belastingen.

In die voorwaarden schijnt het met de economische belangen van het land te strooken, af te zien van de heffing van de taxe op de roerende zaken wat de toekomstige uitgiften betreft, hetzij de belasting werkelijk ten laste weze van de obligatiehouders, hetgeen hun toelaat een hooger interestvoet te vergen, of dat gemelde inkomsten geïncasseerd worden door in België gedomicilieerde verblijvende of gevestigde personen of firma's. In het eerste geval zal de belasting op roerende zaken verschuldigd zijn bij wege van afhouding bij de bron en in het tweede zal zij rechtstreeks door de Belgische rechthebbenden te betalen zijn overeenkomstig de regelen toepasselijk op de inkomsten van vreemde waarden.

De belasting op roerende zaken tegen het verminderd bedrag zal voort geheven worden van de reeds uitgegeven obligaties; inderdaad, de vennootschappen beschikken thans over die kapitalen en hebben tot nu toe gezegde belasting gestort.

Het is wel verstaan dat de belasting op roerende zaken niet verschuldigd is op de interesten betaald door buitenlandsche inrichtingen van Belgische firma's, wegens de credieten ter beschikking van gezegde inrichtingen gesteld door geldschieters die in België noch zetel, noch woon- noch verblijfplaats hebben; ter zake kan geen twijfel bestaan nopens de verblijfplaats van den geldschiet, hetgeen niet het geval is met de naamlooze en veranderlijke massa van de obligatiehouders.

*
* *

Een lid stelt voor, aan het regime der aandeelen, de obligaties met veranderlijk inkomen te onderwerpen en omgekeerd, aan het regime der obligaties, de aandeelen met vast inkomen. De Commissie die het voorstel gunstig onthaalde stelde nochtans geene definitieve formule vast.

ART. 8.

Volgend amendement wordt door de Commissie aangenomen. Het heeft ten doel de bepalingen van artikel 8 overeen te brengen met die van het gewijzigd artikel 2.

ART. 8, § 2.

Die bepaling te wijzigen als volgt :

§ 4. Wanneer het globaal inkomen minder beloopt dan het vierdubbel van het vrijgestelde minimum, wordt dit laatste verminderd met *een vierde* wat betreft de gehuwde vrouw welke met haren echtgenoot woont en de ongehuwden, weduwnaars, weduwen of uit den echt gescheiden personen die met hunne ouders wonen of die samen huishouden; doch de aftrekking blijft geheel indien de echtgenoot of de ouders ten laste van de belanghebbenden zijn.

Voor al de schatplichtigen wordt de bij § 1 en bij artikel 42 voorziene aftrekking met de helft verminderd, wanneer het globaal inkomen viermaal het vrijgesteld minimum, verhoogingen wegens gezinslasten inbegrepen, overschrijdt; zij is niet meer toepasselijk wanneer gemeld inkomen het achtvoudige van vorenbedoeld minimum overtreft.

Om de redenen die het op artikel 2 ingediend amendement billijken, dient de aftrekking in zake supertaxe met een vierde verminderd te worden voor de gehuwde vrouw die met hare niet ten laste zijnden man woont, alsmede voor de ongehuwden, de weduwnaars, de weduwen of de uit den echt gescheiden personen, die met hunne niet ten laste zijnde ouders wonen of die samen huishouden.

Over 't algemeen worden de inkomsten van den man en van de vrouw bijeengevoegd, voor de heffing van de supertaxe, op de naam van den man en wordt de vrouw uit fiscaal oogpunt beschouwd als zijnde ten laste van dezen laatste. Nochtans worden, in geval van scheiding van goederen, afzonderlijke aanslagen gevestigd op naam van den man en van de vrouw op grond van hunne onderscheiden persoonlijke inkomsten; in die gebeurlijkheid zal het vrijgesteld minimum der vrouw met een vierde verminderd worden en zullen de ten laste zijnde kinderen gebeurlijk in aanmerking komen voor den man.

Wat de ongehuwden, de weduwnaars, de weduwen of uit den echt gescheiden personen betreft, indien de ouders met wie zij wonen te hunnen laste zijn, zal het op hun naam vrijgesteld minimum geene vermindering ondergaan en zal het zelfs vermeerderd worden met de verhoogingen in verband met de personen die werkelijk te hunnen laste zijn.

De vermindering met een vierde zal slechts toepasselijk zijn indien het globaal inkomen niet viermaal het vrijgesteld minimum overtreft. In het tegenovergesteld geval, worden de aftrekkingen voor bestaansminimum met de helft verminderd of afgeschaft, zooals hierna gezegd wordt voor de schatplichtigen over 't algemeen.

De in het wetsontwerp ingelaschte tekst vermindert de aftrekking voorzien voor bestaansminimum (met inbegrip van de verhoogingen voor gezinslasten) met de helft, wanneer het globaal inkomen van den schatplichtigen begrepen is tusschen 20,000 en 40,000 frank, en die aftrekking wordt afgeschaft wanneer het globaal inkomen 40,000 frank te boven gaat.

Die eenvormige maxima houden niet rekening met de werkelijke gezinslasten; het is dan ook verkieslijk gebleken eene formule te zoeken welke toelaat die grenzen aan te passen volgens de belangrijkheid der gezinslasten.

Te dien einde streeft het voorgesteld amendement er naar, gezegde maxima te bepalen in verhouding tot het vrijgesteld minimum, *met inbegrip van verhoor-*

gingen voor gezinlasten. De coëfficiënten 4 en 8 werden onderscheidenlijk aangenomen voor de vermindering met de helft en de afschaffing van de ontlasting waarvan sprake. Zoo zal voor de gehuwde personen de aftrekking des te langer gehandhaafd worden dat het aantal kinderen of personen te hunnen laste hooger zal zijn.

Eenige voorbeelden zullen de toepassing van de formule toelichten :

In de veronderstelling dat de belastingschuldigen eene stad of eene agglomeratie bewonen met meer dan 60,000 inwoners, zal de supertaxe verminderd worden met de taxe in verband met het vrijgesteld minimum met verhoogingen, zoolang hun *belastbaar* globaal inkomen de volgende cijfers niet de boven gaat :

Voor een ongehuwde $5,400 \times 4 = 21,600$ frank.

Voor een gezin zonder kinderen $5,400 + 900$ of $6,300 \times 4 = 25,200$ »

Voor een gezin met 3 kinderen ten laste
 $5,400 + [900 \times 4^{(1)}]$ of $6,300 = 9,000 \times 4 = 36,000$ »

Voor een gezin met 5 kinderen ten laste
 $5,400 + 3,600 + (1,500 \times 2)$ of $6,000 = 12,000 \times 4 = 48,000$ »

Voor een gezin met 7 kinderen ten laste
 $5,400 + 3,600 + (1,500 \times 4)$ of $6,000 = 15,000 \times 4 = 60,000$ »

Vorenbedoelde aftrekking zal met de helft verminderd worden indien het globaal inkomen, alhoewel meer bedragende dan voormelde cijfers, onderscheidenlijk 43,200, 50,400, 72,000, 96,000 en 120,000, 't is te zeggen, het *achtvoudige* van het vrijgesteld minimum niet overschrijdt.

Wanneer het globaal inkomen die cijfers overtreft, zal de aftrekking niet meer toepasselijk zijn in de onderscheidenlijk beoogde gevallen.

ART. 9.

In dit artikel werd een amendement gebracht ten voordeele van de groote gezinnen; het werd door de Commissie aangenomen. In het tweede lid 1,200 frank te vervangen door 1,500 frank.

ART. 10, § 3.

De Regeering vroeg ons dit artikel te wijzigen als volgt, hetgeen de Commissie ook heeft aangenomen :

In het 3°, eerste alinea : 40 centiem te vervangen door 25 centiem.

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt, met wijziging in artikel 38 der samengeordende wetten, dat de bedrijfsinkomsten voor het gedeelte dat 20,000 frank (tot 100,000 frank verminderd door amendement, document n° 67) niet overschrijdt, met het oog op de toepassing van de supertaxe slechts zullen gerekend worden ten beloope van de 9/10 van hun belastbaar zuiver bedrag.

Anderzijds voorziet artikel 10 van het wetsontwerp vrijstelling van de supertaxe, wanneer het globaal inkomen 10,000 frank niet overtreft, maar het vestigt terzelfdertijd (§ 3), uitsluitend ten bate van den Staat, namelijk 40 opcentiemen

(1) Met inbegrip van de vrouw.

op de bedrijfsbelasting op de inkomsten welke 10,000 frank niet overschrijden; het bedrag van de opcentiemen wordt verviervoudigd wanneer de inkomsten in het buitenland betaald werden. Het bedrag van 40 opcentiemen werd bepaald vooraleer er sprake was van de tempering toegestaan bij artikel 7 van het ontwerp en bij de nieuwe amendementen; een nieuw onderzoek van het vraagstuk heeft bewezen dat de buitengewone compensatie-opcentiemen welke te heffen zijn ingevolge het weglaten van de supertaxe op de inkomsten welke 10,000 frank niet overtreffen, op 25 centiemen dienen verminderd te worden. Zulks is het doel van het nieuw amendement.

ART. 12.

De Commissie heeft volgend amendement aangenomen :

Artikel 12 te wijzigen als volgt :

« Het eerste lid van § 1 van artikel 54 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

» § 1. Binnen de vijftien dagen na de goedkeuring van de balans en van de winst- en verliesrekening, en, uiterlijk zes maanden na de afsluiting van het boekjaar, zijn de belastingschuldigen die hunnen comptabiliteit voeren anders dan per kalenderjaar, alsmede al de vennootschappen op aandeelen, gehouden aan den toezieners der belastingen van het gebied, tegen ontvangstbewijs, eene aangifte te overhandigen vermeldende, per categorie, het bedrag van de in de belasting op roerende zaken of in de bedrijfsbelasting belastbare inkomsten. »

In de belangrijke maatschappijen of firma's hebben de balansen en winst- en verliesrekeningen slechts een definitief karakter, wanneer zij goedgekeurd zijn, hetzij door een algemeene vergadering van de aandeelhouders, hetzij door den beheer- of den bestuursraad.

De verwijdering van zekere in het buitenland gevestigde firma's of het langdurige en moeilijke werk veroorzaakt door de centralisatie der uitslagen van firma's die talrijke filialen bezitten, laten anderzijds dikwijls niet toe de rekeningen te sluiten, dan verscheidene maanden na den datum van de afsluiting van de balans volgens statuten, overeenkomsten of gewoonten.

Met het oog op die omstandigheden mag de aangifte van de belastbare inkomsten uitgesteld worden tot na de goedkeuring van de balans en de winst- en verliesrekening; de goedkeuring is het feit dat doorslaggevend is, en het tijdsbestek van 15 dagen zal moeten in acht genomen worden hoe kort het tijdsverloop tusschen het einde van het dienstjaar en de definitieve afsluiting der boeken ook zij.

ART. 18.

Een lid zou aan artikel 18 een amendement willen toevoegen luidende als volgt :

« De taxe op de koepons wordt van 15 op 20 t. h. gebracht van 1 Januari 1926 af. Voor de maatschappijen die van 12 November 1925 af winstaandeelen zouden uitgekeerd hebben, wordt de taxe nochtans ook op 20 t. h. gebracht, zoo het besluit tot bepaling van het bedrag en van den datum der uitkeering genomen werd op een vroegeren datum dan die door de statuten regelmatig vastgesteld. »

HOOFDSTUK II.

§ 1.

*Verhooging van het vrijgestelde minimum bij de bron
in zake bedrijfsbelasting en supertaxe.*

Krachtens de vroegere wet was het vrijgestelde minimum hetzelfde voor de bedrijfsbelasting en voor de supertaxe.

Het bedroeg onderscheidenlijk :

- a) 2,100 frank in de gemeenten van minder dan 3,000 inwoners;
 2,400 » » » 3,000 tot 15,000 »
 2,700 » » » 15,000 » 30,000 »
 3,000 » » » 30,000 » 60,000 »
 3,600 » » » 60,000 inwoners en meer.

b) Het belaste inkomen was het netto-inkomen, d. i. het bruto-inkomen min de bedrijfsuitgaven. Deze uitgaven werden voor de loontrekkenden geacht een tiende van hun bruto-bedrijfsinkomen te bedragen. (Art. 29, § 3, van de samengeordende wetten.)

c) De personen wier inkomen het vrijgestelde minimum niet overschreed betaalde eene taxe van 12 frank.

d) De personen wier inkomen de twee derden van het vrijgestelde minimum niet overschreed werden geacht arm te zijn en betaalden geene bedrijfstaxe.

Het gewijzigde ontwerp der Regeering draagt echter de volgende hoofdzakelijke kenmerken :

a) Het vrijgestelde minimum verschilt voor de supertaxe en voor de bedrijfsbelasting; het vrijgestelde minimum voor de tweede bedraagt slechts de drie vierden van het vrijgestelde voor de eerste.

De tabel der vrijgestelde zuivere inkomsten kan dus volgenderwijs worden opgesteld :

Categorie van de gemeente.	Bestaande regeling.		Regeling van het wetsontwerp.	
	Vrijstelling (B. B. = 12 frank.)	Geheele vrijstelling.	Supertaxe (geh. vrijstel.)	Bedrijfsbelasting (geh. vrijstel.)
Eerste	3,600	2,400	3,400	4,050
Tweede	3,000	2,000	4,800	3,600
Derde	2,700	1,800	4,200	3,150
Vierde	2,400	1,600	3,600	2,700
Vijfde	2,100	1,400	3,150	2,400

Deze tabel vermeldt de bijkomende vrijstellingen wegens gezinslasten niet.

b) Het zuiver belastbaar inkomen zal voortaan voor de loon- en weddetrekkenden (Amendement van de Regeering op art. 2) wezen : het bruto-inkomen min een zesde voor bedrijfsuitgaven (Gewijzigd art. 2).

c) Hij wiens inkomen minder bedraagt dan het vrijgestelde inkomen betaalt geene belasting.

Dat zijn de groote trekken van het ontwerp dat door de Commissie werd aangenomen.

Het gaf aanleiding tot sommige bezwaren die men tot drie groepen kan herleiden.

De eerste doelen op het verschil van regeling volgens de aanzienlijkheid der gemeente; andere wijzen op de bezwaren die voortspruiten uit de vermindering van een zesde van het bruto-inkomen der wedden- en loontrekkenden; ten slotte werd ook het gevaar aangeklaagd van de geheele ontheffing voor de vrijgestelde inkomsten.

*
* *

Het ontwerp behoudt, zonder het te verzwaren, het verschil in zake vaststelling van het vrijgestelde minimum volgens de gemeente. Bij Koninklijk besluit kunnen de gemeenten tot eene hogere categorie overgaan.

Op 31 December 1924 was de klasseering der gemeenten als volgt :

	<i>Volgens het getal inwoners.</i>	<i>Volgens de klasseering.</i>
1 ^{re} categorie	10	288
2 ^e categorie	16	108
3 ^e categorie	35	103
4 ^e categorie	230	102
5 ^e categorie	2,352	2,042

Practischerwijs genieten al de industrieele gemeenten van het Land dus de voordeelen van de 1^e en van de 2^e categorie.

Is dit billijk? Sommige leden van de Commissie verzetten zich tegen het te aanzienlijk verschil dat in zake vrijstelling bestaat, volgens de onderscheidene categoriën van gemeenten.

Is feitelijk het leven niet overal even duur?

Als bewijs geven zij de volgende tabel :

GEMIDDELD INDEXCIJFER VAN DE LEVENSDUURTE.

	October 1923.	Décember 1923.
Gemeenten van meer den 100,000 inwoners . . .	438	471
Id. 50,000 tot 100,000 inwoners	437	463
Id. 25,000 tot 50,000 inwoners.	437	465
Id. 10,000 tot 25,000 inwoners.	437	466
Id. minder dan 10,000 inwoners.	437	465

Wij doen opmerken dat bij het samenstellen van het indexcijfer de huishuurprijs niet wordt in acht genomen.

Deze leden voeren ook aan, dat tal van wetten en reglementsbepalingen — aldus de militiewet — verwijzen naar de vrijstellingen volgens de wet op het inkomen. Het nadeel dat de inwoners van onaanzienlijke gemeenten lijden, is er dus te grooter om.

* *

Anderzijds wijst men op het gevaar van den maatregel vervat in artikel 3.

De loon- en weddetrekkenden kunnen dus hunne bruto-inkomsten met een zesde verminderen. Dat is, naar sommigen beweren, een onbetwist voordeel voor deze klasse van burgers.

Maakt men aldus in iedere stad, in iedere gemeente, niet twee klassen van schatplichtigen.

De toelichting der Regeering, welke hooger werd overgenomen, antwoordt gedeeltelijk op dit bezwaar.

Daartegen voert men echter aan, dat het vrijgestelde minimum aanzienlijk werd verhoogd, dat het tiende voorzien in de reeds bestaande wetgeving naar verhouding stijgen zou en dat men dienvolgens geene reden ziet om deze verhouding te breken en dit een tiende op een zesde te brengen.

* *

Ten slotte zien sommige leden een bezwaar in het feit, dat een groot getal schatplichtigen voortaan van alle bedrijfsbelasting en van alle surpertaxe worden vrijgesteld.

Daarover vroeg de Commissie inlichtingen bij het Departement van Financiën.

Het antwoord, dat wij aan de Kamer overmaken luidde :

« De omstandige statistiek der inkomsten aangegeven op de supertaxe voor het dienstjaar 1923 (inkomsten van 1922) — zijnde het jongste jaar voor hetwelk de statistiek werd opgemaakt — geeft volgende inlichtingen :

» 1° Het benaderend getal schatplichtigen die de forfaitaire bedrijfsbelasting van 12 frank 's jaars betalen, bedroeg 1,455,000.

» 2° A. — Het getal vrijgestelden : a) van de bedrijfsbelasting bedroeg 265,000 op 2,765,000 personen die bedrijfsinkomsten hadden aangegeven ; b) van de supertaxe bedroeg 1,690,900 op 2,776,000 personen die een globaal inkomen hadden aangegeven. »

Bij de voorgestelde regeling worden zij wier inkomsten niet hooger zijn dan het voorziene minimum bij artikel 2 van het ontwerp, volkomen vrijgesteld in zake bedrijfsbelasting. Hun getal kan op 1,500,000 worden geraamd.

B. Al de schatplichtigen bekomen én op de bedrijfsbelasting én op de supertaxe eene vermindering die overeenkomt met de taxe die belast de respectievelijk vrijgestelde inkomsten wegens minimum van bestaansmiddelen, minimum dat desnoods wordt verhoogd wegens gezinslast. Dergelijke verminderingen blijven bij de nieuwe regeling bestaan.

Zij worden bepaald respectievelijk bij de artikelen 2 en 8 van het ontwerp n° 9.

In zake supertaxe wordt echter de voorziene aftrok beperkt of weggelaten naar gelang het belastbaar globaal inkomen van den schatplichtige begrepen is tusschen het viervoud of het achtvoud der sommen die volgens deze bepalingen vrijgesteld zijn, ofwel een hooger bedrag bereikt.

Bovendien wordt geene supertaxe geëischt van hen wier inkomen minder dan 10,000 frank bedraagt; niettemin zullen diegenen onder deze laatsten wier inkomen het van de supertaxe vrijgestelde minimum overschrijdt, minimum verhoogd wegens gezinslast, 25 opcentiemen op de bedrijfsbelasting betalen.

3^o Naar de opgemaakte statistiek kan de verdeeling der inkomsten voor 1923 vatbaar voor bedrijfsbelasting en supertaxe, alsmede der belastingen uit dien hoofde betaald, worden voorgelegd als volgt :

Categorie van de inkomsten.	BEDRIJFSBELASTING.		SUPERTAXE.	
	Getal aangiften.	Bedrag van de belasting.	Getal aangiften.	Bedrag van de belasting.
Van minder dan 5,000 frank.	1,924,334	21,400,000	1,846,228	3,200,000
5 tot 10,000 frank . . .	703,628	48,700,000	742,786	13,500,000
10 tot 25,000 frank . . .	115,647	54,100,000	150,214	33,000,000
25 tot 50,000 frank . . .	15,840	27,500,000	25,923	23,000,000
50 tot 100,000 frank. . .	3,948	23,500,000	7,455	30,000,000
Meer dan 100,000 frank. .	1,642	30,800,000	3,364	125,000,000
TE ZAMEN. . fr.	2,765,039	206,000,000	2,775,970	227,700,000

4^o Het getal schatplichtigen die meer dan 2,000 frank supertaxe betalen, bedroeg 9,846 in 1923 en het bedrag der belastingen van hen geheven bereikte 151,700,000 frank.

Sommige leden vinden de geheele vrijstellingen overdreven en vestigen de aandacht hunner collega's op de volgende tabel :

TABEL DER VRIJGESTELDE BRUTO INKOMSTEN.

Ongehuwden.

BEDRIJFSBELASTING.				
Gemeenten.	Bestaande stelsel.		Stelsel van dit ontwerp. Volledige vrijstelling.	Stelsel door de Regeering gewijzigd. Volledige vrijstelling.
	Volledige vrijstelling.	Taxe van 12 frank.		
1 ^e categorie . . . fr.	2,664	4,000	4,500	4,860
2 ^e —	2,222	3,333	4,000	4,500
3 ^e —	2,000	3,000	3,500	3,937
4 ^e —	1,777	2,666	3,000	3,240
5 ^e —	1,544	2,333	2,660	2,880

SUPERTAXE.

Gemeenten.	Stelsel van	
	Vrijgesteld bij de bestaande wet	het door de Regeering gewijzigde ontwerp.
1 ^e categorie fr.	4,000	7,200
2 ^o —	3,333	6,393
3 ^o —	3,000	5,599
4 ^o —	2,666	4,800
5 ^o —	2,333	4,200

§ 2.

Vrijstellingen verleend aan de groote gezinnen.

Het ontwerp vermindert :

- a) Het vrijgesteld minimum per ten laste zijnde persoon van 1/4 tot 1/16 van de vrijstelling bij de bron (art. 9) ;
- b) Het vermeerdert anderzijds de eenvormige verhooging van 1,200 frank tot 1,500 frank voor elk kind boven drie (gewijzigd art. 9) ;
- c) Het schaft de vrijstelling, met inbegrip van de famitielasten af, voor de groote inkomsten en volgens sommige modaliteiten (art. 8, § 4).

Het amendement door de Regeering ingediend en door de Commissie aangenomen verbetert evenwel op onbetwistbare wijze het oorspronkelijk ontwerp.

§ 3.

Toekenning van aandeelen der belastingopbrengst aan de provinciën en de gemeenten.

Eenige leden hebben opwerpingen gemaakt tegen de wijzigingen, die het wetsontwerp brengt in den bestaanden toestand, welke aan al de gemeenten een deel ontnemt van de grondbelasting, en aan enkele, altijd dezelfde, een bijkomend aandeel toekent in de belasting op roerende zaken.

Andere leden zijn van oordeel dat het aandeel der provinciën volstrekt te groot is.

TITEL II.

BELASTING OP HET MOBILAIR.

Titel II werd zonder wijziging aangenomen.

TITEL III.

TAXE OP DE AUTOMOBILEN EN ANDERE MOTOR-
OF STOOMVOERTUIGEN.

Dit hoofdstuk geeft aanleiding tot eene gedachtenwisseling waarbij talrijke leden zich voorstander verklaarden van de heffing van deze belasting onder den

dubbelen vorm van eene belasting op de voertuigen volgens hunne waarde, en van een belangrijk inkomend recht op de kracht.

Andere leden vestigden de aandacht van de Regceering op de hooge rechten welke de Belgische automobilisten in Frankrijk te betalen hebben, en op de mogelijkheid gelijke rechten te leggen op de buitenlandsche rijtuigen die op onze wegen rijden.

De Commissie nam de twee volgende amendementen aan.

ART. 23.

1. — 2^{de} alinea, litt. a). De hoegrootheid 50 t. h. te vervangen door die van 25 t. h.

2. — Aan het artikel de volgende bepalingen toevoegen :

De verminderingen voorzien bij artikel 4 van voornoemde wet zijn niet van toepassing op de maximum-taxe van 5 t. h.

TITEL IV.

TAXE OP DE GEWONE VOERTUIGEN.

De Commissie heeft dit artikel merkelijk gewijzigd. Zij nam eerst het volgend amendement aan :

Aan artikel 26 een § 2 toe te voegen, luidend :

« Nochtans, zullen de landbouwers die ten minste één belastbaar voertuig bezigen, de taxe kunnen kwijten mits een jaarlijksch forfait van één frank per hectaar bouw- en weidegrond. »

De eigenaars van bosschen of wouden zullen een jaarlijksch forfait van één frank per hectaar betalen.

Elke hoegrootheid van meer dan een halve hectaar, wordt tot de onmiddellijke hoogere hoegrootheid teruggebracht.

Dit vrije stelsel zal aan de landbouwers, warmoezeniers, tuinbouwers en andere in de cultuur betrokken personen, toelaten gemakkelijk en onder voorwaarden de voorgestelde taxe te betalen.

De eigenaars van bosschen zullen een klein recht te betalen hebben, afgezien van allen eigendom van voertuigen. De exploitatie van hunne bosschen veroorzaakt, inderdaad, op weliswaar verwijderde tusschenpoozen, onbetwistbare schade aan de wegenis. Dit amendement wordt gebillijkt door vele beweeggronden waarvan de minste zeker niet is dat de voorgestelde heffing zal toelaten de begrootingsramingen ruimschoots te overschrijden. De belasting wordt op de Begrooting van 's Lands Middelen geraamd op 10,000,000 frank. Welnu, de landbouw alleen bestaat in België 1 949,000 hectaren.

Voegt men de bosschen erbij, dan kan men rekenen voor deze belasting, en voor den landbouw alleen, op een jaarlijksche opbrengst van 12,000,000 frank. Voegt men erbij de zoo wat 150,000 voertuigen die men anderzijds veronderstelt te bestaan, en heft men daarvan een gemiddeld recht van 75 frank, kan men schatten dat de belasting in haar geheel 20 tot 25 millioen zal opbrengen.

ART. 27.

Bij artikel 27 stelt uwe Commissie het volgende amendement voor :

Het tweede lid doen luiden :

« Onverminderd de vrijstellingen voorzien bij de bepalingen van artikel 5 van gezegde wet, zijn van de taxe vrijgesteld de voertuigen die voortgetrokken worden door koeien, ezels, honden of door geiten alsmede de handvoertuigen. »

TITEL V.**TAXE OP DE HONDEN.**

Deze titel werd zonder wijziging aangenomen zooals overigens ook

TITEL VI.**MIJNRECHT.****TITEL VII.****TAXE OP DE OPENBARE VERTOONINGEN OF VERMAKELIJKHEDEN**

Een enkel amendement, ten gunste van de gemeenten, werd aangenomen bij artikel 48 :

Het laatste lid van § 2 van artikel 48, aanvullen als volgt :

« ...achtereenvolgens verhoogd met 1/10 per jaar van af 1926. »

TITEL VIII.**TAXE OP HET SPEL EN DE WEDDENSCHAPPEN.**

De Commissie stelt er prijs op aan te stippen dat zij de richting niet wenscht in te slaan die haar voorgesteld wordt. Zij vraagt de Regeering zoo krachtdadig mogelijk praktijken te beteugelen die naar hare meening ten zeerste schadelijk zijn voor de openbare zedelijkheid. Zij heeft dus al de bepalingen aangaande de inrichting van agentschappen voor weddenschappen afgeschaft. Zij heeft anderzijds het regiem van het ontwerp gewijzigd betreffende de taxe op de prijskampen van reisduiven. Zij verwerpt het stelsel van het ontwerp, evenals ten andere de vermeerdering van de taxe op de ringen en heeft de inning van rechten op de bekomen prijzen verkozen.

Ten slotte heeft zij zekere strafbepalingen gewijzigd. Zij stelt u dienvolgens eene reeks amendementen voor.

ART. 51.

§ 1 te wijzigen in dien zin :

« 1^o § t. h. wat betreft de weddenschappen in verband met de paardenwedrennen ;

» 2^o § t. h. op de sommen of op de waarden der voorwerpen, enz., van allen aard, als prijzen of anders toegewezen, op grond van de uitslagen van duivenprijskampen waarbij duiven losgelaten worden :

1. Wanneer het globaal bedrag van het toegewezene 100 frank per duif en per reis overschrijdt ;

2. Wanneer de toewijzing, zelfs beneden dit bedrag betreft :

« a) Prijskampen voor dewelke, behoudens gevallen van overmacht, de terugkeer der duiven niet op een Zondag of op een wettelijken feestdag geschiedt ;

» b) Andere personen dan de eigenaars der ingezette duiven ;

» c) Gelijk welke sommen, ingeschreven op een andere lijst dan die van de eigenlijke inrichting van den prijskamp ;

» d) Sommen ingezet op meer dan eene duif of op eene of meer duiven in verscheidene prijskampen ;

» e) Sommen ingezet bij vroegere prijskampen en niet uitgekeerd ten beloope van 9/10 van hun bedrag, behoudens aftrek van de normale inrichtingskosten. »

De taxe wordt op 4 of 5 t. h. gebracht zoo vermelde toewijzingen onderscheidelijk 500 of 1,000 frank overschrijden, hetzij per duif in het geval n^o 1 voorzien, hetzij voor iedere betrokkene in de overige gevallen.

ART. 52.

1^o Het eerste lid van dit artikel te doen wegvallen.

2^o Litt. b). Te doen wegvallen.

ART. 53.

1^o Onder § 2, litt. b, weglaten van af de woorden : « in de agent-schappen », tot : « Minister van Financien ».

2^o Het laatste lid van § 3 te vervangen door de twee volgende alinea's :

« In geval van overtreding van § 2 of van de bepalingen getroffen voor hare uitvoering, worden de voor de weddenschappen gestorte fondsen of effecten verbeurd verklaard, alsmede de fondsen of effecten bestemd tot den dienst der weddenschappen en in het bezit gevonden van een overtreder op het oogenblik van de vaststelling der overtreding »,

« Hoofdstuk VII van Boek 1 van het Strafwetboek en artikel 85 van hetzelfde Wetboek zijn toepasselijk op de overtredingen waarvan sprake in dit artikel ».

ART. 54.

§ 2, te wijzingen als volgt :

In de bij dit artikel bedoelde gevallen kan de sluiting van de inrichting of het verbod weddenschappen te aanvaarden daarenboven worden uitgesproken voor eenen duur van tien tot dertig dagen.

TITEL IX.

**TAXE OP DE OPENING VAN DE SLIJTERIJEN VAN GEGISTE
OF GEESTRIJKE DRANKEN.**

Geene enkele bepaling van dit artikel werd gewijzigd.

TITEL X.

PERSONEELE BELASTING.

Navolgend amendement werd aangenomen.

ART. 62.

Een vijfde alinea toe te voegen luidend :

« De aanslagen kunnen desgevallend ambtshalve werden gevestigd overeenkomstig de artikelen 56 et 57 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen. »

TITEL XI.

BIJZONDERE BELASTINGEN.

Deze titel werd eveneens ongewijzigd aangenomen.

Uw verslaggever heeft niets ander meer te doen dan zich bij de Leden van de Kamer te verontschuldigen over den gebrekkingen vorm van dit verslag, wat te verklaren is door de haast waarmede het moest worden gesteld.

De Verslaggever,
FRANS BRUSSELMANS.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.

**Amendements
proposés par la Commission.**

ART. 3.

I. — Modifier comme suit le 3° :

« 3° 12 %. a) Sur les revenus des obligations existant au 28 mars 1923 pour autant que la société débitrice n'assume pas la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt ;

b) *Sur les intérêts des dépôts à long terme (au moins cinq ans) existant au 28 mars 1923, mais seulement jusqu'à l'expiration du terme primitif et pour autant que la charge de l'impôt ou des augmentations d'impôt soit supportée par le déposant ».*

ART. 12.

Modifier comme suit :

« Le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 54 est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. — Dans les quinze jours de l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes, et, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social, les redevables tenant une comptabilité autrement que par année civile, de même que toutes les sociétés par actions, sont tenus de remettre, contre récépissé, au contrôleur des contributions du ressort, une déclaration énonçant, par catégorie, le montant des re-

**Amendementen
door de Commissie ingediend.**

ART. 3.

I. — N° 3° te wijzigen als volgt :

« 3° 12 l. h. a) Op de inkomsten van de op 28 Maart 1923 bestaande obligaties, voor zoover de schuldplichtige vennootschap de belasting of de verhoogingen van belasting niet op zich neemt;

b) *Op de interesten der deposito's op langen termijn (ten minste vijf jaar) bestaande op 28 Maart 1923, maar alleenlijk tot het verstrijken van den aanvankelijken termijn en in zoo verre de last van de belasting of van de belastingverhoogingen door den depositogever gedragen wordt.*

ART. 12.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« De eerste alinea van paragraaf 1 van artikel 54 wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. — *Binnen vijftien dagen na de goedkeuring van de balans en van de winst- en verliesrekening, en, uiterlijk, zes maanden na de afsluiting van het boekjaar, zijn de belastingschuldigen die hunne comptabiliteit voeren anders dan per kalenderjaar, alsmede al de vennootschappen op aandeelen, gehouden aan den toezienaar der belastingen van het gebied, tegen ontvangstbewijs, eene aangifte te overhandigen vermeld-*

venus imposables à la taxe mobilière ou à la taxe professionnelle. »

ART. 23.

I. — Au 2^e alinéa, littéra a, remplacer la quotité de 50% par celle de 25%.

II. — Ajouter à l'article la disposition suivante :

Les réductions prévues par l'article 4 de la loi précitée, ne sont pas applicables à la taxe maximum de 5%.

ART. 26.

Ajouter un § 3 ainsi conçu :

§ 3. Toutefois les cultivateurs employant au moins un véhicule imposable auront la faculté d'acquitter la taxe moyennant un forfait annuel de 6 francs par hectare de terres cultivées ou de pâtures.

Les propriétaires de bois ou forêts paieront un forfait annuel de 1 franc par hectare.

Toute quotité dépassant la moitié d'un hectare sera portée à l'unité supérieure.

ART. 27.

Modifier le 2^e alinéa comme suit :

« Indépendamment des exemptions prévues aux dispositions de l'article 5 de ladite loi, sont exempts de la taxe les véhicules trainés par des vaches, des ânes, des chiens ou des chèvres et ceux qui sont conduits à bras ».

dende, per categorie, het bedrag van de in de belasting op roerende zaken of in de bedrijfsbelasting belastbare inkomsten. ».

ART. 23.

I. — 2^e alinéa, litt. a, de hoegrootheid 50 t. h. te vervangen door die van 25 t. h.

II. — Aan het artikel de volgende bepaling toevoegen :

De verminderingen voorzien bij artikel 4 van vóórnoemde wet, zijn niet van toepassing op de maximum-taxe van 5 t. h.

ART. 26.

Een § 3 toevoegen luidende :

§ 3. Nochtans, zullen de landbouwers die ten minste één belastbaar voertuig bezigen, de taxe kunnen kwijten mits een jaarlijksch forfait van zes frank per hectare bouw- of weidegrond.

De eigenaars van bosschen of wouden zullen een jaarlijks forfait van één frank per hectare betalen.

Elke hoegrootheid van meer dan een halve hectare, wordt tot de onmiddellijke hoogere hoegrootheid teruggebracht.

ART. 27.

De 2^{de} alinea te wijzigen als volgt :

« Onverminderd de vrijstellingen voorzien bij de bepalingen van artikel 5 van gezegde wet, zijn van de taxe vrijgesteld de voertuigen die voortgetrokken worden door koeien, ezels, honden of door geiten alsmede de handvoertuigen. »

ART. 48.

Compléter le dernier alinéa du § 2 comme suit : « ... *augmenté successivement d'un dixième par année à partir de 1926* ».

ART. 51.

Modifier comme suit le § 1^{er} :

I. — A 5 % en ce qui concerne les paris relatifs aux courses de chevaux.

II. — A 3 % pour les sommes ou la valeur des objets etc., de toute espèce, attribués à titre de prix ou autrement, sur la base des résultats de concours colombophiles comportant un lâcher de pigeons :

1° Lorsque le montant global de l'attribution dépasse 100 francs par pigeon et par voyage ;

2° Lorsque l'attribution, même inférieure à cette somme concerne :

a) Des concours pour lesquels, sauf circonstances de force majeure, le retour n'a pas lieu un dimanche ou un jour de fête légale ;

b) Des personnes autres que les propriétaires des pigeons engagés ;

c) Des sommes quelconques inscrites sur une liste autre que celle de l'organisateur proprement dit du concours ;

d) Des sommes exposées sur la chance de plus d'un pigeon ou sur la chance d'un ou de plusieurs pigeons dans divers concours ;

ART. 48.

De laatste alinea van § 2 van dit artikel aan te vullen als volgt : « ... *achtereenvolgens met een tiende per jaar vermeerderd van af 1926.* »

ART. 51.

Paragraaf I te wijzigen als volgt :

I. — 5 % wat betreft de weddenschappen in verband met de paardenwedrennen.

II. — 3 % op de sommen of de waarden der voorwerpen, enz., van allen aard, als prijzen of, anders toegevoegd, op grond van de uitslagen van duivenprijskampen waarbij duiven losgelaten worden.

1° Wanneer het globaal bedrag van het toegewezen 100 frank per duif en per reis overschrijdt ;

2° Wanneer de toewijzing, zelfs beneden dit bedrag, betrekking heeft op :

a) Prijskampen voor dewelke, behoudens gevallen van overmacht, het terugkeer der duiven niet op een Zondag of op een wettelijken feestdag geschiedt ;

b) Andere personen dan de eigenaars der ingezette duiven ;

c) Gelijk welke sommen ingeschreven op eene andere lijst dan die van de eigenlijke inrichting van den prijskamp ;

d) Sommen ingezet op meer dan eene duif of op eene of meer duiven in verscheidene prijskampen ;

e) Des sommes engagées dans des concours antérieurs et non distribuées à concurrence des 9/10 de leur montant, sauf déduction des frais normaux d'organisation.

La taxe est portée à 4 ou à 5 % si les attributions susmentionnées dépassent respectivement 500 francs ou 1,000 francs soit par pigeon dans le cas visé au n° 1, soit pour chaque intéressé dans les autres cas.

ART. 52.

I. — Supprimer le premier alinéa de cet article.

II. — Supprimer le litt. b).

ART. 53.

I. — Supprimer au § 2, litt. b) depuis les mots « dans les agences » jusque « Ministre des Finances ».

II. — Remplacer le dernier alinéa du § 3 par les deux alinéas ci-après :

« Dans le cas d'infraction au § 2 ou aux dispositions prises pour son exécution, les fonds ou effets versés pour les paris seront confisqués, ainsi que les fonds ou effets destinés au service des paris et trouvés en la possession du délinquant au moment de la constatation de l'infraction.

Le chapitre VII du livre premier du Code pénal et l'article 85 du même code s'appliquent aux infractions dont il s'agit au présent article. »

e) Sommen ingezet bij vroegere prijskampen en niet uitgekeerd ten beloope van 9/10 van hun bedrag, behoudens aftrekking van de normale inrichtingskosten;

De taxe wordt op 4 of 5 t. h. gebracht indien de voormelde toewijzingen onderscheidenlijk 500 of 1,000 frank overschreden, hetzij per duif, in het geval onder n° 1 voorzien, hetzij voor ieder betrokkene in de overige gevallen.

ART. 52.

I. — De eerste alinea van dit artikel te doen wegvallen.

II. — Litt. b) te doen wegvallen.

ART. 53.

I. — In § 2, litt. b) van al de woorden « in de agentschappen » tot « Minister van Financiën aangenomen », te doen wegvallen.

II. — Het laatste lid van § 3 te vervangen door de twee volgende alinea's :

« In geval van overtreding van § 2 of van de bepalingen getroffen voor hare uitvoering, worden de voor de weddenschappen gestorte fondsen of effecten verbeurd verklaard, alsmede de fondsen of effecten bestemd tot den dienst der weddenschappen en in het bezit gevonden van een overtreder op het oogenblik van de vaststelling der overtreding.

» Hoofdstuk VII van boek I van het Strafwetboek en artikel 85 van hetzelfde wetboek zijn toepasselijk op de overtredingen waarvan sprake in dit artikel. »

ART. 54.

Modifier comme suit l'alinéa 2 :

« Dans les cas visés par le présent article, la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des paris peut en outre être prononcée pour une durée de dix à trente jours.

ART. 62.

Ajouter un cinquième alinéa ainsi conçu :

Les cotisations peuvent éventuellement être établies d'office conformément aux articles 56 et 57 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

ART. 54.

De tweede alinea te wijzigen als volgt :

In de bij dit artikel bedoelde gevallen kan de sluiting van de inrichting of het verbod weddenschappen te aangaarden daarenboven worden uitgesproken voor eenen duur van tien tot dertig dagen.

ART. 62.

Een 5 alinea toe te voegen luidende :

De aanslagen kunnen, desgevallend, ambtshalve worden gevestigd overeenkomstig de artikelen 56 en 57 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.
